

16

Aus "Le Matin"
Nr. 20.761 vom 30. Januar 1941

Deutsch-franz. Wirtschaftsverhandlungen.

Eine Abordnung deutscher Wirtschaftsvertreter wurde vom Chef der Zivilverwaltung empfangen und über die Wirtschaftslage Frankreichs und die Möglichkeiten einer Zusammenarbeit auf wirtschaftlichem Gebiet mit Frankreich informiert. Auf dem Gebiete der Steingut und optischen Industrie wurden mit den Franzosen Vereinbarungen getroffen, u. a. Lieferungen aus Deutschland vorgesehen, wodurch auch diese Industriezweige eine Wiederbelebung erfahren.

LES NÉGOCIATIONS INDUSTRIELLES FRANCO-ALLEMANDES

Une délegation de conseillers économiques allemande a été reçue, à Paris, par le D^r Schmid, chef du bureau administratif du commandant en chef des forces militaires. Le D^r Michel, chef du département économique, leur a fait un exposé sur la situation économique actuelle de la France et la collaboration franco-allemande dans le domaine économique.

Ses déclarations ont été complétées par les rapports présentés par des techniciens compétents sur l'état actuel de problèmes économiques français; une visite d'usines françaises a suivi ces exposés.

D'autre part, des négociations ont eu lieu, du 21 au 27 janvier, dans le cadre des entretiens franco-allemands, entre les organisations des industries du verre d'optique, de la faïence, des revêtements et de la céramique sanitaire.

Les entretiens ont abouti à des accords à long terme dans le domaine des industries du verre optique et de la faïence. Ces accords prévoient des règlements pour les marchés intérieurs des deux pays et pour tous les autres débouchés. Les entretiens seront poursuivis.

Pour ces diverses industries françaises, des livraisons à l'Allemagne ont été prévues; l'industrie française trouvant ainsi un débouché qui remplace les marchés actuellement fermés. (A.F.I.P.)

17

Les "Paris-Soir" Dernière Edition
N. 222 vom 30. Januar 1941

Die franz. Presse von morgen.

Fernand Divoire hat vor Journalisten und Schriftstellern einen Vortrag über die Presse gehalten. Er unterschied geschichtlich 3 Arten von Presse-regimen. 1. Das individualistische, 2. das Kapitalistische, 3. das Staatliche. Das individualistische hat unter dem kapitalistischen so stark gelitten, daß die Journalisten das staatliche Regime freudig begrüßten. Die Vorkriegspresse in Frankreich war stark verdorben. Die zukünftige Presse hängt in weitem Maße von den Franzosen von morgen ab.

Que sera la presse DE DEMAIN ?

**Fernand Divoire en parle éloquemment
aux Ambassadeurs**

Gros succès de Fernand Divoire, cet après-midi aux Ambassadeurs. A cette « première » des mercredis littéraires des grandes conférences, de nombreux écrivains et journalistes s'étaient mêlés aux élégants habitués de ces réunions si parisiennes.

Notre collaborateur a tant d'amis ! Divoire débute en souriant de lui-même et il cite ce mot de Clemenceau : « Le journalisme est un métier qui consiste à écrire et non pas à parler. » Néanmoins, il parle et pour notre plus grand agrément.

Il discerne trois stades dans l'histoire de la presse. D'abord le règne de l'individu, celui du journaliste. Ce fut ensuite le règne du capitaliste. Enfin, vint le règne de l'Etat, que nous voyons poindre depuis quelques années déjà.

— Les individualistes de la presse, affirme l'orateur, ont tellement souffert de contraintes et d'humiliations sous le règne du capitalisme, qu'ils salueraient presque avec joie le règne de l'Etat !

Ceci est tellement vrai que, nous autres, les professionnels, avons applaudi avec ensemble en songeant aux sujets interdits, « aux papiers » rentrés, car il ne fallait pas déplaire à tel puissant personnage ou tel riche organisme...

Divoire décrit ensuite longuement, la vie intime et technique des journaux. Il parle des typos, du secrétaire de rédaction, du chef d'orchestre, l'homme qui « fait » le journal et n'y signe jamais. Il parle, naturellement du rédacteur « si dévoué » qui « se prend au sérieux » et n'est point véniel, comme des méchants l'assimilent parfois.

La presse pourrie

La presse d'avant cette guerre était pourrie ? Oh ! combien. Mais elle l'était par le haut.

— Les directeurs des journaux s'appelaient : M. Blé, M. Banque, M. Forge, M. Fine trois étoiles, M. Laine, M. Soie, M. Sucre, M. Papier, M. Ciment, etc.

Divoire cite, enfin, cette opinion d'un « bon républicain » : M. Roussy de Sales : « Les partisans de la presse entièrement contrôlée par l'Etat et uniquement dévouée à l'intérêt national peuvent se vanter d'avoir des journaux d'une moralité très supérieure à ceux des pays où la presse est libre. »

Dans une éloquente péroraison, Fernand Divoire interroge son public, le lecteur :

— Que demandera à ses journaux le lecteur français de demain ? Cela dépendra sans doute de ce que sera le Français de demain !

Les vibrants applaudissements que nous entendons nous donnent confiance.

Jean ROBIN.

18

Aus "Le Cri du Peuple"
Nr. 102 vom 30. Januar 1941

Die Papierfrage in Frankreich.

Zusammenfassung des Vortrages von Dr. Kotte in der Pariser Pressekonferenz über die Papierindustrie in Frankreich und die Maßnahmen der deutschen Militärverwaltung auf diesem Gebiet.

L'Industrie du papier en France

Dans une conférence à la presse le Dr Kotte a exposé le fonctionnement actuel de l'industrie du papier en France.

« La France, a-t-il dit notamment, était avant guerre le troisième pays producteur de papier, le premier pour le papier à cigarettes. Par suite de l'impossibilité d'importation le réapprovisionnement en bois, matières chimiques et vieux papiers devint très difficile.

« Pour parer à ce manque de matières premières il faut organiser en France de façon rationnelle la récupération des vieux papiers telle qu'elle existait en Allemagne avant guerre, où elle a donné les meilleurs résultats.

KOTTEN

« Les Landes avec leurs pins et les Vosges sont les principales ressources de la France en matières premières pour la fabrication du papier. Les usines à papier de la région de Rouen et de Calais étant détruites, les importations de Scandinavie et de Russie étant momentanément impossibles, la position de la France est plutôt mauvaise en ce qui concerne le réapprovisionnement en papier.

« Avant guerre la France importait non seulement une grande partie de bois, mais aussi des pâtes chimiques et mécaniques qui entrent dans la fabrication du papier de Scandinavie et d'Allemagne. Les importations du Nord étant impossibles pour le moment, dès septembre 1940 les producteurs français de papier se sont adressés à Berlin pour obtenir des matières premières. Le 25 septembre un accord a été signé à cet effet à Paris qui assure l'industrie française de grandes quantités de produits chimiques produits qui ont été livrés jusqu'à la fin de l'année selon les quantités prévues.

« Au début de cette année l'accord a même été élargi pour le premier trimestre 1941 et l'Allemagne fournira jusqu'à la fin mars de 20 à 25 tonnes de matières premières. Malgré cela une sévère réglementation de la production et de la répartition du papier s'impose en France. C'est surtout pour le papier d'emballage dit « kraft » utilisé pour la confection des sacs servant aux transports des engrais, ciments, etc., que celle-ci doit jouer tout particulièrement. On étudie actuellement la façon de remplacer le papier par le jute. Tout ceci explique la nécessité de faire paraître les journaux sur un modèle réduit.

« Quant au papier à cigarettes dont la France était le principal producteur mondial, 75 % de sa production étant exportée en Amérique du Sud et du Nord, c'est l'Allemagne qui, par son accroissement territorial (l'Autriche), de la Pologne et du Protectorat, a considérablement augmenté sa production.

« Le 30 novembre a été créé à Paris la section du papier et carton par le ministre secrétaire d'Etat à la Production Industrielle. Elle est actuellement dirigée par M. Barbu, a : 73 siège 85, rue de Châteaillon et s'occupe de toutes les questions concernant les papiers et cartons.

M. K.

Aus "Paris-Soir" Sixième Dernière
Nr. 222 vom 30. Januar 1941

Der franz. Staatsrundfunk.

Das Blatt wendet sich gegen die Direktion des franz. Staatsrundfunks und dessen Methoden. Um bei der Radio-Diffusion Nationale im unbesetzten Gebiet mitarbeiten zu können, müsse man Jude oder anglophil sein!

19

PARIS-SOIR demande une enquête

POUR TRAVAILLER

A LA RADIODIFFUSION NATIONALE

**il faut être juif
ou anglophile
et habiter en zone non occupée**

Nous avons versé plusieurs pièces accusatrices au dossier de la radiodiffusion nationale. Le procès est ouvert. Déjà, plusieurs directeurs, à la suite de nos révélations, ont démissionné. M. Tixier-Vignancour lui-même s'est démis de son fonctions. Mais il reste encore en place tous ceux pour qui la radiodiffusion n'a été qu'un instrument de propagande aux mains de la Fédération postale ou des partis socialistes et communistes.

Justice doit être rendue au nom de ceux à qui la comptabilité de la rue de Grenelle réclame encore le paiement de la taxe de 90 francs. Il était entendu que cette somme, en augmentation sur 1939, devait permettre aux auditeurs d'être mieux servis.

Il n'en a rien été.

Les coupables errements, cons-

tatés entre 1936 et 1939 se sont poursuivis. Le gaspillage aussi.

L'enquête que « Paris-soir » a demandée y mettra un terme. Elle fera aussi rendre gorge aux responsables — à tous les responsables — de la faillite si onéreuse des ondes françaises.

En ce qui nous concerne, pour aller jusqu'au bout de notre campagne — au sujet de laquelle le volumineux courrier reçu prouve que nos lecteurs ont apprécié l'utilité et l'impartialité de nos arguments — il nous reste à parler, après l'examen déjà fait des services techniques déficients, des services artistiques et des services de l'information.

André J. ROBERT.

(Lire la suite en troisième page)

**ERREMENTS ET GASPILLAGES
DE LA RADIODIFFUSION NATIONALE**

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Les services artistiques étaient placés sous la direction de M. Bondeville, lui-même sous les ordres du directeur général démissionnaire, M. Brillouin.

Des engagements d'artistes — ou soi-disant tels — très « platonés ». Des cachets astronomiques et non mérités. Des metteurs en ondes touchant de 15 à 20.000 fr. par mois pour quelques heures de travail. Des « conseillers techniques » comme M. Vuillermos, M. Lalo... payés à ne rien faire... Voilà tout un ensemble de scandales qu'il appartiendra à l'enquête officielle de préciser.

Il y a aussi — et surtout — l'affaire des services musicaux (orchestre national, cinq autres orchestres, la chorale Raugel, la chorale Gouverné, les orchestres des postes d'Etat régionaux, ainsi que de nombreux musiciens et artistes).

Nous avons déjà relaté leur renvoi à Rennes, puis leur abandon honteux par la direction générale de la radiodiffusion nationale.

Ce fut ensuite leur retour à Paris. M. Cathala, au cours de son passage au ministère de l'Information, décida que l'orchestre national jouerait dans la capitale à partir de la Noël.

Les autorités occupantes avaient

accepté le relais des émissions en faveur des postes de la zone non occupée.

Mais M. Tixier-Vignancour et M. Masson — aujourd'hui heureusement disparus de la radio — ainsi que M. Jean Antoine qui succéda à M. Bondeville, refusèrent de laisser l'orchestre national poursuivre son activité.

Et, dans le même temps, la nouvelle direction encourageait certains musiciens et artistes à gagner Marseille où elle entendait constituer un nouvel orchestre et une chorale dont les membres toucheraient une indemnité de remplacement de 45 francs par jour, en supplément, bien entendu, de leur traitement.

Ainsi, pour la direction de la radio d'Etat, tout pour ceux qui demeurent en zone non occupée et rien pour ceux qui sont à Paris.

Les mêmes remarques s'appliquent d'ailleurs aux auteurs dramatiques, poètes ou chansonniers qui sont restés sans travail en zone occupée. Tandis que, de l'autre côté de la ligne de démarcation, de véritables gangsters de la plume, de la pensée et du micro mettent au pillage le budget de la radiodiffusion nationale.

Grâce à ce stratagème, plusieurs éléments juifs ou anglophiles prennent encore part aux émissions de Vichy et de Marseille.

Le comble est qu'on nous oblige actuellement, en zone occupée, à participer aux dépenses qui servent à alimenter ces ondes lointaines que nous ne captions même pas, tant leur insuffisance technique et artistique est grande.

André J. ROBERT.

Aus "Le Petit Parisien"

Nr. 23.337 vom 30.I.1941.

20

Pressefeldzug gegen England

Die Engländer haben wiederum 5 franz. Schiffsladungen festgehalten, die Lebensmittel für das unbesetzte Gebiet enthielten.

**CINQ
CARGOS
FRANÇAIS
SAISIS
par les
Anglais**

Madrid, 29 janvier.
L'agence E. F. E. mène de Lisbonne que plusieurs navires français de commerce ont été récemment arraisonnés par les forces navales britanniques.
Outre le vapeur *Cantal*, qui transportait comme on sait une cargaison de rhum, deux cargos, le *Mary Maeritz* et le *Gemeux*, dont la cargaison se composait de 5 millions d'œufs, 4800 caisses d'oranges, de thé et de poissons.
Un autre vapeur, le *Joseph-Deschanel*, a été conduit en Angleterre. Quant au *Charles-Frumier*, il a été saisi et transformé en croiseur auxiliaire par les Anglais.

Aus Paris-Soir "Sixième Edition
Nr. 222 vom 30. Januar 1941

Pressefeldzug gegen England.

Bericht eines Franzosen, der franz. Schiffseinheiten im Mittelmeer besuchte, über Sinn und Zweck der britischen Blockade im Mittelmeer, die sich auch gegen Frankreich richtet. Die Mittelmeer-Blockade der Engländer müsse aufhören, die franz. Regierung könne dazu beitragen.

Es werden die Tonnensahlen für die Lebensmittel angeführt, die Frankreich 1938 aus Übersee bezog und jetzt wegen der britischen Blockade nicht mehr einführen kann.

IL FAUT EN FINIR avec le blocus britannique

NOUS EN AVONS LES MOYENS

Comme des chacals guettent leur pitoyable victime, les navires de guerre anglais sont à l'affût au large de Montevideo, attendant le départ des cinq bateaux de commerce français, chargés de vivres de première nécessité et de médicaments indispensables, pour les arraisonner, s'emparer de leur cargaison. Nouvel acte de « violence internationale », de piraterie. Défi cynique aux règles de la plus élémentaire humanité.

Les Britanniques pensent-ils, en usant de tels procédés, influencer l'opinion publique en leur faveur ? S'il en est ainsi, ils commettent, une fois encore, la plus grossière erreur.

Le caractère particulièrement odieux de cette manœuvre a causé, on le sait, une vive indignation, non seulement dans les milieux politiques français et étrangers, mais aussi dans les couches les plus profondes du peuple : les

internés à Alexandrie, ceux des croiseurs Suffren, Tourville, Duguay-Trouin, du cuirassé Lorraine, du torpilleur Furst, du sous-marin Protée. Voici les déclarations sensationnelles que fit alors le capitaine de frégate Bruni, commandant le Suffren :

— Que pensez-vous, commandant, de la puissance de la flotte britannique en Méditerranée ? De combien de bâtiments se compose-t-elle ?

répondit de feu telle que seuls des bateaux de guerre peuvent lui donner la réplique. »

« Le blocus, si nous voulons ne sera qu'un vain mot »

— En somme, commandant, pour conclure, le blocus, d'après vous, peut être forcé quand nous voudrons ?

— J'en suis convaincu, et croyez-en mon expérience de trente ans de mer. Le blocus, si nous le voulons, ne sera qu'un mot, un vain mot.

— Il est pénible, commandant, de penser que nos compatriotes manquent des denrées essentielles à la vie, alors qu'en Levant, en Afrique du Nord — nous l'avons vu — les marchandises de toutes sortes s'amoncellent à profusion et pourrissent sur les quais. En reprenant la formule des convois

21

Aus Paris-Soir "Sixième Edition
Nr. 222 vom 30. Januar 1941

Pressefeldzug gegen England.

Bericht eines Franzosen, der franz. Schiffseinheiten im Mittelmeer besuchte, über Sinn und Zweck der britischen Blockade im Mittelmeer, die sich auch gegen Frankreich richtet. Die Mittelmeer-Blockade der Engländer müsse aufhören, die franz. Regierung könne dazu beitragen.

Es werden die Tonnanzahlen für die Lebensmittel angeführt, die Frankreich 1938 aus Übersee bezog und jetzt wegen der britischen Blockade nicht mehr einführen kann.

IL FAUT EN FINIR avec le blocus britannique

NOUS EN AVONS LES MOYENS

Comme des chacals guettent leur pitoyable victime, les navires de guerre anglais sont à l'affût au large de Montevideo, attendant le départ des cinq bateaux de commerce français, chargés de vivres de première nécessité et de médicaments indispensables, pour les arraisonner, s'emparer de leur cargaison. Nouvel acte de « violence internationale », de piraterie. Défi cynique aux règles de la plus élémentaire humanité.

Les Britanniques pensent-ils, en usant de tels procédés, influencer l'opinion publique en leur faveur ? S'il en est ainsi, ils commettent, une fois encore, la plus grossière erreur.

Le caractère particulièrement odieux de cette manœuvre a causé, on le sait, une vive indignation, non seulement dans les milieux politiques français et étrangers, mais aussi dans les couches les plus profondes du peuple : les

internés à Alexandrie, ceux des croiseurs Suffren, Tourville, Duguay-Trouin, du cuirassé Lorraine, du torpilleur Farfadet, du sous-marin Protée. Voici les déclarations sensationnelles que fit alors le capitaine de frégate Brass, commandant le Suffren :

— Que pensez-vous, commandant, de la puissance de la flotte britannique en Méditerranée ? De combien de bâtiments se compose-t-elle ?

« L'ennemi de feu telle que seuls des bateaux de guerre peuvent lui donner la réplique. »

« Le blocus, si nous voulons ne sera qu'un vain mot »

— En somme, commandant, pour conclure, le blocus, d'après vous, peut être forcé quand nous voudrons ?

— J'en suis convaincu, et croyez-en mon expérience de trente ans de mer. Le blocus, si nous le voulons, ne sera qu'un mot, un vain mot.

— Il est pénible, commandant, de penser que nos compatriotes manquent des denrées essentielles à la vie, alors qu'au Levant, en Afrique du Nord — nous l'avons vu — les marchandises de toutes sortes s'amoncellent à profusion et pourrissent sur les quais. En reprenant la formule des convois

dans le bagage.
Es werden die Tonnensahlen für die Lebensmittel angeführt, die Frankreich 1938 aus Übersee bezog und jetzt wegen der britischen Blockade nicht mehr einführen kann.

IL FAUT EN FINIR avec le blocus britannique

NOUS EN AVONS LES MOYENS

Comme des chacals guettent leur pitoyable victime, les navires de guerre anglais sont à l'affût au large de Montevideo, attendant le départ des cinq bateaux de commerce français, chargés de vivres de première nécessité et de médicaments indispensables, pour les arraisonner, s'emparer de leur cargaison. Nouvel acte de « violence internationale », de piraterie. Défi cynique aux règles de la plus élémentaire humanité.

Les Britanniques pensent-ils, en usant de tels procédés, influencer l'opinion publique en leur faveur ? S'il en est ainsi, ils commettent, une fois encore, la plus grossière erreur.

Le caractère particulièrement odieux de cette manœuvre a causé, on le sait, une vive indignation, non seulement dans les milieux politiques français et étrangers, mais aussi dans les couches les plus profondes du peuple ; les moins avertis commencent à discerner les vrais responsables des restrictions sévères dont ils souffrent.

Un rappel de chiffres éloquent

Nous manquons de vivres. C'est un fait. Les causes, nous sommes d'accord, sont multiples. A l'organisation administrative, aux lenteurs, à la paperasserie s'ajoute aussi l'insuffisance actuelle de notre production agricole. Mais cette grave pénurie de produits alimentaires est due, en presque totalité, surtout au blocus britannique, et voici pourquoi.

Devons-nous rappeler qu'en 1938 nous recevions de nos colonies 1.600.000 tonnes de blé, de grains, de semoule, de riz, de maïs ; 193.000 tonnes de sucre ; 55.000 tonnes de viande ; 1.000.000 de têtes de moutons, de bœufs, de porcs ; 40.000 tonnes de poissons salés ; 400.000 tonnes environ d'huile d'olive et d'arachide ; 89.000 tonnes de cacao ; 300.000 tonnes de charbon. Que recevons-nous maintenant ? Rien ! Ou à peu près rien...

Certes, la France produit du blé, des légumes, des fruits, mais il n'en reste pas moins vrai que les Français qui se plaignent à bon droit d'être mal nourris doivent prendre en considération ces chiffres, suffisamment éloquents.

Le capitaine de frégate Brunau, commandant le « Suffren », me dit : « Le blocus en Méditerranée ? Une plaisanterie... »

« Pour l'instant, au cours de la dernière semaine d'un mois que l'on a passé pour recevoir de Syrie, les déclarations sensationnelles que me fit alors le capitaine de frégate Brunau, commandant le Suffren :

internée à Alexandrie, ceux des croiseurs Suffren, Tourville, Duguay-Trouin, du cuirassé Lorraine, du torpilleur Farsin, du sous-marin Protée. Voici les déclarations sensationnelles que me fit alors le capitaine de frégate Brunau, commandant le Suffren :

— Que pensez-vous, commandant, de la puissance de la flotte britannique en Méditerranée ? De combien de bâtiments se compose-t-elle ?

— La flotte anglaise de la Méditerranée, me répond le commandant Brunau, dispose d'environ sept cuirassés, ou navires de ligne, d'un ou deux croiseurs cuirassés, de dix-huit croiseurs, d'une cinquantaine de contre-torpilleurs et du porte-avions Eagle. Bien entendu, cette flotte est surtout concentrée en Méditerranée orientale. Vous avez pu voir les plus grosses unités à Alexandrie.

— Pour barrer la route à notre flotte de la Méditerranée occidentale, intacte, les Anglais seraient non seulement obligés d'envoyer de nouvelles unités légères pour patrouiller, mais celles-ci devraient être encore appuyées, pour leur protection, par des gros bâtiments.

— Tant l'Océan, la mer du Nord, la Méditerranée avec ses unités fortes ?... Non ! Le temps n'est plus où on pouvait se permettre de faire le blocus d'une côte avec des chalutiers armés ou des bateaux de commerce armés. La moindre alerte pourrait une

priorité de feu telle que seuls des bateaux de guerre peuvent lui donner la réplique. »

« Le blocus, si nous voulons ne sera qu'un vain mot »

— En somme, commandant, pour conclure, le blocus, d'après vous, peut être forcé quand nous voudrons ?

— J'en suis convaincu, et croyez-en mon expérience de trente ans de mer. Le blocus, si nous le voulons, ne sera qu'un mot, un vain mot.

— Il est pénible, commandant, de penser que nos compatriotes manquent des denrées essentielles à la vie, alors qu'au Levant, en Afrique du Nord — nous l'avons vu — les marchandises de toutes sortes s'amoncellent à profusion et pourrissent sur les quais. En reprenant la formule des convois marchands encadrés de bâtiments de guerre et accompagnés d'avions, ne croyez-vous pas que ce serait là la solution la plus efficace ?

— Si l'on fait appel à la marine, elle fera tout son devoir.

— Si nous devons forcer le blocus anglais, ce sera avec joie que nous nous y emploierons. Nous attendons tous ce jour avec impatience. Nous avons des comptes à régler. »

A notre arrivée à Toulon, où je pris congé de mes compagnons de route, j'ai pu voir notre glorieux Strasbourg complètement réparé, entouré d'une centaine de navires de guerre de toutes sortes et des fameux torpilleurs, les plus rapides du monde. Spectacle inoubliable et combien réconfortant.

Le blocus de la Méditerranée doit prendre fin.

Le gouvernement en a le devoir, et il en a les moyens.

Georges LUPU.

Pressefeldzug gegen England.

Ein von dem franz. Schiff "Chantilly" Entkommener berichtet dem "Matin" wie die englische Flotte das entwaffnete Schiff angriff und mit MG auf Frauen und Kinder schoß.

Un rescapé du «Chantilly» raconte au Matin...

...comment la flotte anglaise attaqua le navire désarmé, qui transportait des femmes et des enfants.

(De l'envoyé spécial du Matin André du BIEF)

MARSEILLE, janvier.

Là-bas, tout au bout des bassins, après la Joliette, Arenc, la gare maritime, la Pinède, derrière même le bassin de remisage, au môle G, est accosté le San-Francisco. Ce n'est pas pour rien qu'on y a fait discrètement débarquer les malheureux qui, après une odyssée de trois mois, touchent enfin la terre de France... fût-ce dans un cercueil.

C'est en vain que, dès la nouvelle connue, on aurait voulu joindre l'un d'entre eux. Un prestidigitateur officiel les avait volatilisés.

Un récit du tragique arraisonnement du Chantilly par un témoin ? A quoi bon ? Les notes officielles ne devaient-elles pas suffire ?

Un récit évocateur

Mais comme le récit de ce témoin retrouvé loin de Marseille est plus évocateur :

— Nous étions partis, le 24 octobre de Fort-de-France sur le Cuba. Nous fûmes arraisonnés par les Anglais et conduits à Freetown (Sierra Leone).

— Bien traités ?

— Vous voulez dire que, sous la chaleur tropicale, sans hygiène, nous avons subi les pires avaries.

Notre espoir fut immense quand on nous embarqua pour Gibraltar d'où on nous permit de gagner Casablanca. Et là, quand le Chantilly nous prit à son bord pour nous ramener à Marseille, nous nous crûmes sauvés. Hélas !

Une lettre et un sceau

Le 1^{er} janvier, entre midi et 12 heures, 300 kilomètres au nord des limites des eaux françaises et espagnoles, nous vîmes arriver vers nous six torpilleurs britanniques.

Notre convoi comprenait le Chantilly, les pétroliers vides Suroit et Octave et un petit cargo. Un léger aviso avec un seul canon nous escortait.

Un des torpilleurs s'approcha très près du Chantilly. Un canot s'en détacha. L'officier qui était à bord demanda la coupée pour remettre une lettre au capitaine. Le capitaine refusa, mais fit descendre un sceau au bout d'une corde.

— Mettez-y la lettre.

L'officier anglais refusa et commença de menacer. Une seconde fois, la corde fut descendue. Nouveau refus de l'officier. Les menaces se faisaient plus précises et comme il y avait à bord des femmes et des enfants, la coupée se trouva descen-



« Nous étions partis le 24 octobre de Fort-de-France sur le Cuba »

due sans qu'on sut qui en avait donné l'ordre.

L'officier anglais monta et fut reçu en haut par le capitaine qui prit sa lettre, mais l'Anglais prétendit avancer et pénétrer sur le bateau.

De toute part, marins, passagers, femmes et enfants suivaient, la gorge serrée, les péripéties d'un drame dont leur vie était l'enjeu.

Atroce

Le capitaine français, d'un geste sec, s'opposa à la prétention de l'Anglais. Alors, ce fut atroce. Du torpilleur d'où l'on avait vu le refus à la lunette, une salve de mitrailleuse crépita et balaya le Chantilly. Ce ne fut qu'un instant. Mais l'administrateur Tart et sa nièce, une petite fille, gisaient tués sur le pont. Le capitaine Audan et Mme

— Et alors ?

— Alors ! Il n'y avait pas à résister. On menaçait de nous couler si nous n'obéissions pas. Il fallut céder.

Nous avons été amenés à Gibraltar. Enfin, nous avons pris place sur le San-Francisco et sommes arrivés à Marseille, le 21, à 8 heures avec les deux cercueils de nos pauvres victimes.

— Il y avait aussi avec vous des équipages de chalutiers ?

— Oui. De l'Urania, du Joseph-Duhamel, du Notre-Dame-de-Socori et du Sénateur-Duhamel. Ils revenaient de Terre-Neuve en France avec leur chargement de morues destiné à notre ravitaillement et ils ont été capturés.

— Les Anglais ont tout pris ?

— Et comment donc.

Aus "Le Matin"
Nr. 20.761 vom 30. Januar 1941

23

Gegen Gerüchtemacher.

Die vom Londoner Rundfunk verbreiteten Gerüchte über die Konfiszierung franz. Geldschränke durch die deutschen Besatzungsbehörden werden dementiert und richtig gestellt.

**A propos de l'ouverture
des coffres-forts
dans les banques**

Prenant texte d'un récent communiqué de l'Union des banquiers, relatif à l'ouverture, en zone occupée, des coffres-forts loués par des particuliers dans les établissements de crédit, la radio anglaise a prétendu que ces opérations devaient permettre aux autorités occupantes de confisquer le contenu de ces coffres.

Est-il besoin de préciser que ce bruit ridicule ne correspond nullement à la réalité ?

Les milieux compétents rappellent que ce contrôle donne toutes garanties aux intéressés. Un bordereau des valeurs est notamment dressé sous les yeux mêmes du détenteur qui conserve tous ses droits de propriété, avec cette restriction qu'il ne peut en disposer sans autorisation. Il est à remarquer d'ailleurs qu'en zone non-occupée, la réglementation française sur le contrôle des changes impose une autorisation analogue à tous les détenteurs de devises (A.F.P.)

24

Aus "Au jour d'hui"
Nr. 140 vom 29. Januar 1941

Gegen Gerüchtemacher.

Die Gerüchte über die Rekrutierung von Franzosen im Alter von 18 bis 47 Jahren durch die deutschen Behörden zwecks ihrer Verwendung für Zwangsarbeiten werden kategorisch dementiert. Diese Gerüchte wurden verbreitet, um Unruhe zu stiften. Das Dementi erschien in allen Tageszeitungen.

**UN DÉMENTI
DES RUMEURS
relatives
au recensement
des Français
de 18 à 45 ans**

Des bruits, émanant de sources incontrôlables, ont été propagés au sujet d'un prétendu recensement envisagé par les autorités allemandes et intéressant les Français du sexe masculin âgés de 18 à 45 ans.

Les mêmes rumeurs prétendaient que ce recensement avait pour but l'emploi forcé de ces hommes en territoire occupé ou en Allemagne.

Les milieux autorisés démentent catégoriquement ces bruits, qui sont dénués de fondement, et précisent que des opérations de cette nature n'ont été ni envisagées ni même envisagées.

Ils mettent en garde la population contre de tels bruits, qui sont l'œuvre de propagateurs sans scrupules et dont l'unique objet est de semer le trouble parmi la population.

12. Aug. 1941

Geheim

Paris, den 7. Februar 1941

815

WILHELM CARL EHLHABER
IN FÜHRUNG

Propaganda-Abteilung
Referat Lektorat

41

Leg. N. 323/41 g.

W. Pr.
11. FEB. 1941
Nr. 815/419
-2-

FW
W
R.d.

Tätigkeitsbericht vom 5. und 6. Februar 1941.

I. Presse.

a. Verlässliche Information für die Staffeln:

Admiral Darlan wird vermutlich heute von Vichy nach Paris zurückkehren. In maßgebenden französischen Kreisen verlautet, dass Marschall Pétain bereit sei, sich auf die Stellung des Staatsoberhauptes zurückzuziehen, doch will er angeblich einen Teil seiner verfassungsrechtlichen Gewalt zwar an Admiral Darlan, nicht aber an Laval abgeben. Der deutsche Standpunkt zu der kommenden Entwicklung ist durch abwartende Zurückhaltung gekennzeichnet. Auch eine neue französische Regierung wird zunächst den Beweis ihrer Loyalität zu erbringen haben. Von deutscher Seite besteht keine Veranlassung, die Entwicklung der Dinge zu beschleunigen.

b. Zensuranweisungen:

1. Der Rücktritt des Führers des Französischen Roten Kreuzes darf bis zur Klärung der Nachfolgerschaft nicht gemeldet werden.
2. Angesichts eines Zeitungskommentars, wonach die Verhandlungen Vichys mit Paris andauern und das Ende der gegenwertigen Krise angeblich bevorstehe, wird nochmals eingeschärft, dass derartige optimistische Bemerkungen und Kommentare zu unterdrücken sind.

c. Pressenanweisung:

Die Person des Marschalls Pétain ist weiterhin aus der politischen Debatte herauszuhalten, dagegen können Persönlichkeiten seiner Umgebung, wie Garcin, Menetrel, Tixier und Dumoulin unter Namensnennung angegriffen werden.

II. Rundfunk.

Neueinführung im Tagesprogramm:

Die Abt. Zeitgeschehen des Rundfunks wird in Zukunft aktuelle Gerichts-Reportagen senden, um das Hörerpublikum von den politischen Ereignissen, die noch in der Schwebe sind und infolgedessen nicht in Rundfunk und Presse behandelt werden können, etwas abzulenken.

Des Weiteres soll damit begonnen werden, vereinzelt in englischen Meldungen des englischen Rundfunks in französischer Sprache aufzugreifen, ihre Unsinnigkeit zu beweisen, selbst richtig zu stellen und lächerlich zu machen. Ist das Ergebnis gut, soll diese Art der Sendung fortgesetzt und ausgebaut werden.

Chüpeust 04 W

Nach wie vor ist die Klage über den frühen Schluß (19¹⁵ Uhr) der Sendungen des besetzten Gebietes groß. Die englischen Sendungen gehen bis Mitternacht. Sie werden zwar gestört, soweit es mit Hilfe der wenigen vorhandenen Störsender möglich ist. Aber diese Störungen reichen nicht aus, um den Empfang überall wirklich unmöglich zu machen. Das Programm der englischen Sendungen ist durchaus friedensmässig gehalten, sodaß der Franzose gerade in den Abendstunden, in denen seine eigenen Sender schweigen, geradezu dazu gereizt wird, die Engländer zu hören, um sich gut zu unterhalten. Dabei schluckt er gleichzeitig die eingestreuten Propagandasendungen mit.

II. Film.

a. Anti-Freimaurer-Film:

Zur Propagierung der demnächst in Bordeaux stattfindenden Anti-Freimaurer-Ausstellung, die in Paris großen Erfolg gehabt hat, hat das Referat Film der Abtg. der Staffel Bordeaux den seinerzeit in Paris gedrehten Filmstreifen von der Ausstellung zur Verfügung gestellt.

b. Abberufung von Kameramännern:

Die 4 deutschen Kameramänner, die im besetzten Gebiet bisher die Aufnahmen für die französischen Wochenschauen und auch für die deutsche Wochenschau gedreht haben, sollen nach Berlin zurückkehren. Dadurch würde die gesamte Wochenschauarbeit in Frankreich in Frage gestellt. Infolgedessen werden die notwendigen Schritte unternommen, um gegebenenfalls die Aufhebung dieses Befehls zu erwirken.

V. Aktiv-Propaganda.

a. Französische Matrosen kommen aus England zurück

Auf Anordnung des Führers ^{sollen} einzelne Gruppen von französischen Matrosen, die jetzt aus England zurückgekehrt sind, ins besetzte Gebiet - vornehmlich in die Bretagne - beurlaubt. Diese Tatsache und möglichst auch geeignete Erzählungen dieser Matrosen über ihre Eindrücke in England sollen nach den verschiedensten Richtungen hin propagandistisch ausgewertet werden.

b. Material für die Aufklärungspropaganda:

Für die demnächst beginnende Aufklärungswelle über die Verhältnisse in Deutschland ist das erste Material aus Berlin eingetroffen. Es wird in diesen Tagen den Staffeln zur Sichtung und Vorbereitung der künftigen Auswertung übergeben.

I.V.

J. Prote

Verteiler:

Ch. Vw. Stb.

Ch. Kdo. Stb.

Ic

Verb. Offs. NB zur Botschaft

OKW/WFF. (Iw)

S.d. A. Abtg. Stb/Refr. L.

Sdf. (Iw) u. stellv. Abteilungskommandeur

Propaganda - Abteilung
Frankreich

Niederschlag der von der Prop. Abtg.
gegebenen Anweisungen und Richtlinien in der franz. Presse

vom 5./6. Februar 1941

Inhaltsverzeichnis der in den Anlagen beigefügten Belege.

Zur deutsch-französischen Spannung.....	Anl. 1
	Anl. 2
Zum Rassemblement National Populaire.....	Anl. 3
Der deutsche Standpunkt zur Collaboration.....	Anl. 4
Zweierlei Collaboration.....	Anl. 5
Französische Einheit.....	Anl. 6
England-Amerika.....	Anl. 7
Pressefeldzug gegen England.....	Anl. 8
	Anl. 9
	Anl. 10
Französische Arbeiter in Deutschland.....	Anl. 11
	Anl. 12
Gegen Gerüchtemacher.....	Anl. 13
Rassenkunde in Frankreich.....	Anl. 14
Juden in Frankreich.....	Anl. 15

1

Aus "Les Nouveaux Temps"
Nr. 96 vom 6. Februar 1941

Zur deutsch-franz. Spannung.

"Wer wird in Vichy siegen? Der Marschall trifft seine Wahl", betitelt Luchaire seinen heutigen Leitartikel.

Das nationale Interesse fordert, daß die Demarkationslinie nicht ein fast unüberschreitbare Schranke wird. Das nationale Interesse fordert eine Wiederaufnahme der Politik von Montoire. An einem neuen Europa hat ganz Frankreich mit Ausnahme einer kleinen Minderheit von Industriellen und Finanzleuten Interesse; Die bäuerlichen Massen, weil Frankreich dadurch der Garten des alten Kontinents würde, die Bevölkerung an der Küste, weil Frankreich auf diese Weise das Bindeglied zwischen dem Kontinent und der übrigen Welt würde; Die Künstler, Handwerker usw., weil auf einem wirtschaftlich rationalisierten Kontinent, der franz. Gedanke und Geschmack mehr denn je gesucht würden und im gewissen Sinn die Botschafter Europas bei der Elite der Welt werden würden. ((keine schlechte Einbildung!!))

Das sind die automatischen Vorteile der Collaboration.

Luchaire nimmt auf die deutsche Stellungnahme vom gestrigen Tage Bezug, in der festgestellt wurde, daß das Reich die Vorgänge in Frankreich mit größter Zurückhaltung betrachte, und daß die Amtsenthebung Laval Deutschland an der Aufrichtigkeit an der Politik in Vichy zweifeln lassen müßte. Berlin, so meint Luchaire, will damit zum Ausdruck bringen, daß die Anwesenheit Laval an der Spitze einer gegen jede innerpolitische Überraschung gesicherten Regierung ~~wünschenswert~~ deutscherseits gewünscht wird.

gegen diese Lösung wehrt sich die Umgebung des Marschalls. Ein Widerstand gegen eine solche Entscheidung würde Frankreich wahrscheinlich tödlich treffen.

vtl. würde man sich vor die Notwendigkeit gestellt sehen, den Marschall zu "befreien".

L'émotion de la France a gagné Vichy

L'AMIRAL DARLAN ET M. PIERRE LAVAL ont eu hier à Paris un important entretien

L'ÉMOTION qui a étreint le pays lorsqu'on a su que, par la faute des ministres civils du gouvernement de Vichy, la collaboration franco-allemande se trouvait interrompue et risquait de ne plus pouvoir reprendre, a fini aussi par être celle de l'illustre soldat entre les mains duquel reposent actuellement les destinées nationales. Le Chef de l'Etat ne pouvait demeurer insensible aux grondements indignés de tous les Français qui, soit comme parents de prisonniers, soit comme contribuables, soit comme administrés, soit comme patriotes — et généralement le tout à la fois — ont été frappés de stupeur lorsqu'ils ont appris ce qu'avait fait perdre à la France la folle journée du 13 décembre, et ce dont l'obstination égoïste de l'équipe vichyssoise peut encore priver la nation. Enfin, il était impossible aux hommes qui, sur les bords de l'Allier, persistent à subordonner l'intérêt supérieur du pays à leurs ambitions et à leurs rancunes, de ne pas ressentir une singulière angoisse en constatant la marée montante qui avance vers eux — dont le saisissant succès du « Rassemblement national populaire » constitue l'éclatant témoignage — et qui, partant de la zone occupée, ne tardera pas à déborder sur la zone non occupée.

Depuis trois jours, la capitale provisoire a donc été le théâtre de la plus vive agitation. De bon ou de mauvais gré, les intrigants qui s'efforcent de cacher la vérité au Maréchal ont dû céder du terrain. Et le Chef de l'Etat, devant une situation dont le caractère tragique ne pouvait plus être dissimulé, a décidé d'envoyer un messager extraordinaire s'entretenir à Paris avec M. Pierre Laval.

Le grand soldat de Verdun, d'ailleurs, ne pouvait mieux choisir, pour accomplir cette délicate mission, que l'amiral Darlan, qui joint à sa réputation de marin invaincu un esprit politique aussi fin qu'averti. Le chef de notre flotte — qui, comme tel, est un peu aussi le défenseur de notre Empire d'outre-mer — est donc arrivé à Paris

hier matin, y a rencontré M. Pierre Laval, y a dîné avec M. Otto Abetz, ambassadeur du Reich, et M. Fernand de Brinon, ambassadeur de France, délégué général du gouvernement français pour les territoires occupés, et a regagné Vichy dès cet après-midi. Il va donc pouvoir apporter au maréchal Pétain tous les éléments nécessaires à la décision qui s'impose, et être en mesure de dresser, pour le

restitution qui conduirait fatalement la France vers une paix de destruction, un choix immédiat s'impose. Et ce choix, dont on ne peut douter depuis les émouvantes déclarations faites par le maréchal Pétain après Montoire, implique la constitution d'un gouvernement capable d'inspirer à son « partenaire » allemand une confiance telle qu'une renaissance française ne puisse plus apparaître à ce dernier comme la

cace, apte à exercer la mission infiniment redoutable que les circonstances lui imposent. Cela n'est possible que dans un régime où l'autorité est extrêmement concentrée et où la personnalité éminente du Chef de l'Etat ne puisse être atteinte par l'échec, toujours éventuel, d'une expérience individuelle quelconque. L'hommage déférent, affectueux — nous disions presque : tendre — du pays doit pouvoir sans cesse s'élever vers le Maréchal, sans qu'aucune ombre puisse obscurcir sa gloire, sans qu'aucune faute, aucune omission, aucune maladresse puissent lui être imputables — ces responsabilités appartenant seules aux hommes, toujours faillibles, chargés de décider et d'agir au milieu des plus graves difficultés quotidiennes.

Voilà, à la fois, la sagesse et la vérité. Voilà les lignes d'ensemble de la seule solution qui puisse être utilement apportée à la crise dont la France souffre depuis de trop longues semaines. Sans doute cette solution ne sera-t-elle pas du goût de ceux qui, à Vichy, continuent probablement à espérer quelque compromis bâtard, à rechercher quelque système ingénieux grâce auquel ils pourraient encore conserver une partie de ce pouvoir dont ils ont fait un si mauvais usage et qu'ils ne manqueraient pas de vouloir récupérer à la première occasion. Mais c'est l'unique solution compatible avec les nécessités intérieures et internationales de l'heure présente. Toute autre issue serait inacceptable parce que fragmentaire et équivoque.

Or, il faut à la France une décision totale et franche, engageant le pays dans une voie droite et claire.

« SE SOUMETTRE AUX REALITÉS ET SE DEMETTRE », n'avons-nous cessé d'écrire ici. Plus que jamais, cette formule s'impose. Ou alors ses adversaires prendront sur leurs épaules le poids écrasant d'avoir lancé leur patrie vers l'effondrement, vers l'abdication, vers la faillite. Et tous les hommes de cœur auront le devoir de tout tenter pour éviter ces suprêmes catastrophes.

Jean LUCHAIRE.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL

La délégation française du gouvernement dans les territoires occupés a communiqué hier soir :

« L'Amiral de la flotte Darlan, arrivé de Vichy hier dans la matinée, a eu à l'hôtel Matignon, en présence de M. Fernand de Brinon, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés, une longue conversation avec M. Pierre Laval, conversation qui a porté sur la politique générale de la France. »

L'amiral Darlan repartira aujourd'hui pour Vichy dans la fin de la matinée. Son arrivée à Paris avait été retardée de plusieurs heures par la neige qui était tombée abondamment tout le long du parcours et rendait difficile le marche des trains.

Chef de l'Etat, un tableau complet, exact et précis d'une situation dont le prolongement constituerait une catastrophe nationale sans doute irrémédiable.

Cette situation, l'opinion de la zone occupée la connaît dans toute sa substance essentielle. La presse parisienne et notre journal en particulier n'en ont dissimulé aucune des principales caractéristiques. On peut même dire que rarement drame national et international aura été aussi complètement et aussi sincèrement exposé au public, qui en est à la fois juge et le principal intéressé. Il se résume en ceci : l'« attentisme » — c'est tout — les possibilités qu'il comporte en faveur d'une anglophilie latente — n'est plus permis à la France, dans la mesure où notre pays ne veut pas être considéré par l'Allemagne comme un adversaire toujours possible. Entre une politique de collaboration qui peut conduire la France à occuper une situation digne d'elle dans une Europe métamorphosée, et une politique de

reconstitution d'un danger contre lequel, de toute évidence, son devoir serait de prendre les précautions les plus sévères — mais au contraire comme un élément heureux, nécessaire même à l'unité et à la prospérité de l'Europe.

Ce gouvernement, il faut qu'il soit homogène et stable, installé dans des conditions telles qu'une réédition du coup du 13 décembre devienne totalement impossible. Sinon, pas de confiance imaginable à l'extérieur, pas d'efficacité imaginable à l'intérieur. Ni le pays ni les voisins de notre pays ne peuvent admettre que puissent continuer ou recommencer les errements funestes dont Vichy a été prodigue depuis des mois, sinon même depuis juillet dernier. Le règne de l'intrigue doit cesser. Les rivalités et les inimitiés entre membres du gouvernement ne doivent plus être permises. L'ère des petites dictatures incompetentes doit être close. Vis-à-vis d'elle-même comme vis-à-vis de l'étranger, la France, si elle veut demeurer unie, doit avoir un gouvernement uni, effi-

2

Aus "Nouveaux Temps"
Nr. 95 vom 5. Februar 1941

Zur deutsch-franz. Spannung.

Jean Luchaire kommentiert die Unterredung Admiral Darlan-Pierre Laval. Die Männer in Vichy haben ein Gefühl der Beklemmung angesichts des Erfolges des Rassemblement National Populaire, das "vom besetzten Gebiet ausgehend, bald auch in das unbesetzte Gebiet übergreifen wird." Seit 3 Tagen ist die provisorische Hauptstadt der Schauplatz lebhaftester Erregung. Die Intriganten, die sich auch weiterhin bemühen, dem Marschall die Wahrheit versuenthalten, müsten Terrain abgeben.

Pétain konnte keinen besseren als den Admiral Darlan nach Paris entsenden, der mit seinem Ruf als tüchtiger Matrose einen feinen politischen Sinn verbindet und auch im gewissen Sinn der Verteidiger des Kolonialreiches ist.

Er wird Pétain alle Unterlagen bringen, die dem Marschall eine Entscheidung ermöglichen.

Der "Attentisme" (so bezeichnet man neuerdings die "Abwartenden" in Vichy) ist Frankreich auf die Dauer nicht mehr gestattet. Es muß jetzt zwischen der Collaboration und der Politik der Widerspenstigkeit wählen. Es muß eine Regierung gebildet werden, die Deutschland Vertrauen einflößt.

Die Intrigenwirtschaft muß aufhören, ebenso die Nebenbuhlerschaft und Feindschaft zwischen Regierungsgliedern.

Die Gestalt des Marschalls muß sich noch mehr über allem erheben.

Qui l'emportera à Vichy ?

LE MARECHAL FAIT SON CHOIX

DEPUIS ce matin, le maréchal Pétain est en possession des éléments politiques rapportés de Paris par l'amiral Darlan, et qui lui indiquent une solution solide à la crise ouverte depuis le 13 décembre. Mais depuis ce matin aussi — n'en doutons pas — les ministres civils et les familiers du soldat de Verdun doivent assiéger l'étage présidentiel de l'hôtel du Parc et encourager son hôte illustre à « la résistance ».

La résistance à quoi ?

Mais, ni plus ni moins, qu'à la voix de l'intérêt national, dont l'amiral Darlan a dû assurément se faire l'interprète.

L'intérêt national exige que la ligne de démarcation ne devienne pas, entre les deux zones, une barrière presque infranchissable.

L'intérêt national exige que la politique de Montoire reprenne son cours, afin que les conversations interrompues vers la mi-décembre entre l'Allemagne et la France puissent recommencer et, si cela est encore possible, amener une diminution du nombre des prisonniers, une réduction des frais d'occupation, l'unification administrative de tout le territoire.

L'intérêt national exige que la collaboration franco-allemande, loyalement pratiquée jusqu'au jour où l'heure aura sonné d'étudier les conditions du traité de paix, incite le gouvernement du Reich à incliner vers un acte d'association plutôt que vers un constat de destruction. Tous les Français, exception faite d'une infime minorité de despotes industriels et financiers, ont beaucoup à gagner à la création harmonieuse d'une nouvelle Europe : les masses paysannes, parce que la France deviendra ainsi le jardin du vieux continent ; les populations côtières et maritimes, parce que la France deviendra ainsi le trait d'union tout désigné entre le vieux continent et le reste du monde ; les artistes, les intellectuels, les artisans des diverses professions — bref, tous ceux qui servent la qualité française dans l'ordre de l'esprit comme dans celui de la matière — parce que, dans un continent économiquement rationalisé, la pensée et le goût de France seront plus appréciés et plus recherchés que jamais, et seront, en quelque sorte, les ambassadeurs de l'Europe auprès des élites mondiales ; les masses ouvrières enfin, parce que l'instauration, dans notre pays, d'un régime national-populaire leur apportera une réelle autorité dans l'Etat, une dignité nouvelle par l'exhaussement des droits du travail et des avantages tangibles analogues à ceux dont bénéficient, depuis plusieurs années déjà, les si nombreux travailleurs du Reich. Voilà, brièvement mais logiquement ordonnés, les bienfaits presque automatiques de la politique de collaboration. Dans l'autre plateau de la balance, il n'y a que vaines illusions, que gêne accrue, que souffrances prolongées avec, pour couronner l'édifice, le risque très probable de voir notre territoire et notre Empire rétrécir progressivement comme la peau de chagrin.

Comment hésiter ?

Et comment hésiter sur les méthodes et sur les hommes qui, seuls, peuvent reprendre les fils brusquement brisés le 13 décembre ?

Une note officieuse allemande, publiée opportunément hier à Berlin, rappelle à la France que, si le Reich a observé la plus grande réserve à l'égard des événements intérieurs de notre pays, il n'en reste pas moins que le gouvernement du Maréchal avait « mis en avant, comme initiateur de la collaboration germano-fran-

çaise, M. Pierre Laval », et que la brusque éviction de ce dernier — éviction suivie d'insultes et de persécutions — a fait douter l'Allemagne de la sincérité de la politique de Vichy.

L'esprit le plus obtus comprendra sans peine ce qu'un tel texte signifie. Nul doute — et Berlin le fait savoir avec autant de fermeté que de délicatesse — que la politique de Montoire soit désormais liée à la personne même de M. Pierre Laval et à la présence de M. Pierre Laval à tête d'un gouvernement abrité contre toute surprise intérieure. C'est ce que nous avons constamment indiqué depuis le début de l'année, c'est ce que nous expliquions encore hier, c'est ce que l'amiral Darlan a dû rapporter de son bref, mais si utile, séjour à Paris.

Mais c'est contre quoi, nous le répétons, les ministres civils et les familiers du Maréchal doivent, en ce moment, mener la plus multiforme des campagnes.

Pourquoi ?

Parce que eux seront les victimes évidentes de la solution envisagée. Eux n'ont pas, comme le Maréchal, fait don de leur personne à la France. Ils n'ont jamais pensé qu'à leur propre ambition. Grouillant dans l'ombre de notre soldat, ils ont gouverné à tort et à travers, heureux d'exercer le pouvoir réel, tout en laissant le Chef de l'Etat porter la responsabilité publique de leurs fautes, de leurs incompétences, de leurs rancunes. Pour eux, le Maréchal n'a jamais été un chef : il n'a été qu'un paravent. Et, disons l'affreuse vérité, ils n'ont jamais considéré le Maréchal que comme un intérimaire préparant leur accession officielle à la direction des affaires publiques — et un intérimaire qu'on n'hésite pas à assassiner au jour le jour, par mille savants moyens divers et surtout par l'accumulation écrasante de travaux inutiles, de soucis harcelants, d'angoisses multiples. Comment ces misérables envisageraient-ils aujourd'hui sans discuter l'instauration d'un régime nouveau qui ferait peser les responsabilités sur un homme plus jeune et qui délogerait le Maréchal d'obstacles auxquelles l'illustre vieillard, si étonnante que puisse être sa vigueur, ne résisterait pas longtemps ? Comment surtout ces virtuoses de l'escroquerie gouvernementale se résigneraient-ils, sans lutte, à ne plus exercer le pouvoir par personne interposée ? Emettre l'interrogation, c'est y répondre.

Le tocsin doit donc retentir désespérément aujourd'hui à Vichy.

Nous voulons croire que ce sera en vain.

Le Maréchal, qui tient sa fonction de chef d'Etat des mains de M. Pierre Laval, le Maréchal, qui faisait confiance à M. Pierre Laval jusqu'aux dernières heures de l'après-midi du 13 décembre, le Maréchal, qui offrait à M. Pierre Laval deux portefeuilles à son choix dès le 17 décembre, le Maréchal qui, après avoir reçu deux lettres émouvantes de son ancien collaborateur, le conviait à la Ferté-Hauterive, le Maréchal qui, avant-hier, envoyait l'amiral Darlan à M. Pierre Laval, sait que celui-ci, placé à la tête du gouvernement, n'y travaillera qu'au salut de la France, ce salut auquel l'illustre soldat s'est voué corps et âme, ce salut qui couronnera la gloire du vainqueur de Verdun.

Si la vermine vichyssoise n'ignore pas quel sera son sort, une fois prise la décision du Chef de l'Etat, celui-ci n'ignore pas quelle serait l'issue fatale d'une « résistance » qui frapperait le pays d'un coup très probablement mortel. Sa conscience parlera, plus haut que toutes les voix intéressées et égoïstes qui l'entourent. Ou alors c'est qu'il se sera passé à Vichy quelque chose de tellement étrange, de tellement effrayant qu'un nouveau problème sera posé : celui de la délinquance même du Maréchal.

Jean LUCHAIRE.

Paris, le 6 février 1941

Mouvement National Populaire

740 francs la ligne

Le Rassemblement National Populaire... Le Propaganda-Chief des R.N.P., Fontenoy, a parlé hier sur les raisons de la création de ce mouvement...

Si la Régulation en France était, elle-même, la seule à être responsable de la situation actuelle, elle n'aurait pas eu à se plaindre de la situation actuelle...

Le premier pas de la collaboration a été une victoire pour le mouvement national populaire...

Fontenoy a dit aussi que les Anglais mentent et que les Allemands mentent. Il a dit que les Allemands ont gagné la guerre...

Après avoir exposé les résultats de la collaboration, Laval a demandé que soit faite la révolution nationale et sociale...

Il faut agir vite. (Comme Fontenoy a dit que les troupes allemandes en France depuis le 1er juin ont des preuves de leur volonté de collaboration, il a dit que les Allemands ont gagné la guerre...)

JEUDI 6 FÉVRIER 1941

POURQUOI FUT CREE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL POPULAIRE

Un impressionnant exposé de M. Jean Fontenoy

Une assistance fort nombreuse avait répondu à l'appel de M. Jean Fontenoy, chef de la propagande du Rassemblement national populaire qui, hier, à 17 heures, au théâtre des Ambassadeurs, fit, en termes précis un intéressant exposé du drame politique dont la France souffre si cruellement aujourd'hui.

Les erreurs de Vichy

Pourquoi le Rassemblement national populaire fut-il constitué ?... Nous avons constitué le Rassemblement populaire parce que nous sommes sûrs que Vichy se trompe ou veut se tromper et nous tromper. Le drame de décembre, le « coup du vendredi 13 » fut sinon mortel du moins d'une exceptionnelle gravité pour notre pays. En quatre mois, M. Pierre Laval avait obtenu par la politique de collaboration des avantages immédiats et l'assurance d'une paix dans l'honneur, dans l'égalité.

Les avantages perdus

Ces avantages immédiats et substantiels portaient principalement sur une réduction massive de notre contribution financière de vaincus ; sur la libération de prisonniers, le ravitaillement de la capitale, la reprise économique, sur le rattachement des départements du Nord à l'administration française. Mais, pour que ces améliorations vinssent à pas comptés, qu'elles fussent possibles, il était indispensable de pratiquer une politique de collaboration. M. Pierre Laval en avait tracé les grandes lignes d'accord avec les dirigeants du Reich. Or, la collaboration fut tuée le vendredi 13 décembre.

(Suite page 3 - Col. 5 et 6)

Renault... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne

RENAULT... moteur 4 T. 3. type Y.P.E.D. motor... bon état général, pneus Dunlop... long 1.200, large 1.200, hauteur 1.200... HIRLAUD, 51, r. Vivienne



Mr. J. O. Vos vom 6. Februar 1941
"An die Redaktion"

Un impressionnant exposé de M. Jean Fontenoy

(Suite de notre compte rendu de première page)

A Vichy, dans les ministères, dans les hôtels, les restaurants, les bars, on accusa MM. Laval et de Brinon de vouloir gouverner seuls, de tirer profit de leurs conversations à Paris, d'avoir obtenu de tels résultats au prix d'abandons inavouables. On les mit sous clés.

— C'est afin de ne plus voir le renouvellement de telles erreurs, de telles folies, s'écrie M. Jean Fontenoy, que nous avons constitué le Rassemblement national populaire.

Les gens de Vichy se sont mal conduits parce qu'ils ne savent pas ou ont oublié.

Le gouvernement français ne travaillera utilement qu'à Paris. Nos dirigeants seront tout près de l'énorme chômage de notre banlieue, tout près de notre quasi-famine, deux éléments essentiels de notre vie publique d'aujourd'hui que Vichy ignore.

A Vichy, ce ne sont qu'Excellences, directeurs-généraux, secrétaires non moins généraux, ministres, vice-ministres. Le peuple n'y est représenté que par les garçons d'étages. A Paris, nos dirigeants seront contraints de se souvenir de la défaite, en constatant la permanence de l'armée allemande et son incomparable puissance.

Le Rassemblement national populaire trouve dans les événements récents la pleine justification de sa naissance et de son action immédiate. Il fournira les fondations solides qui ont fait défaut à la première tentative de politique collaborationniste.

Les mensonges anglais

Et l'orateur, fréquemment applaudi, met une fois de plus les Français en garde contre les « bombards » de la radio anglaise.

La victoire de la Grande-Bretagne ? Qu'un Français moyen puisse y croire, tant pis. Mais que des chefs, que des dirigeants n'ignorant rien de la force allemande, de ses ressources inépuisables et de la valeur de ses hommes se fassent les propagandistes de telles sottises, voilà ce qui confond l'imagination.

Ne tiennent-ils aucun compte du nombre de transports anglais coulés chaque jour sur toutes les routes maritimes de l'Empire ? Ne savent-ils pas que si les Anglais construisent, les Allemands ne restent pas inactifs ? Que des avions sortent par milliers des usines allemandes chaque mois ? Que les chantiers navals fabriquent entre trois et cinq sous-marin par jour ? Que des milliers et des milliers de vedettes existent qui vont envelopper la Grande-Bretagne d'un véritable réseau d'assaillants ? Ont-ils oublié les erreurs affreuses que nous avons commises en chantant une fausse sécurité derrière notre ligne Maginot ?

Il faut le croire, puisque des arguments que l'on croyait réservés à la masse se sont tout à coup révélés efficaces sur les ministres vichyssois.

M. Jean Fontenoy revient à la charge. Il faut que les Français sachent ce que fut le labeur acharné de M. Pierre Laval auprès des autorités occupantes et les résultats qu'il était à la veille d'obtenir.

Qu'avait obtenu M. Pierre Laval

— Ce que rapportait M. Laval, nous le répéterons sans cesse; nous le ressasserons sans répit :

Collaboration franco-allemande pour le rétablissement intégral des transports et pour l'alimentation de la région parisienne : 700.000 prisonniers agricoles libérés pour favoriser la prochaine récolte et pour faire face aux prochaines semailles ; des dizaines de milliers de prisonniers industriels, en nombre équivalant aux ouvriers français partis travailler en Allemagne devant être également libérés. Mais surtout : à partir du 1^{er} janvier, la cotisation annuelle de 400 millions réduite des neuf dixièmes. Enfin, les conditions de paix étaient envisagées et admises.

Or, par la faute de Vichy, faute inexplicable, tout est remis en question. Nous avons perdu la confiance des Allemands. Cette confiance, il nous faudra la mériter à nouveau.

Vichy a joué le jeu des critiques de Montoire. Voilà où nous en sommes. Le Rassemblement populaire forcera Vichy à réparer, à marcher droit.

Faire du neuf

— Nous voulons, nous ferons du neuf. Il y a urgence. Et c'est à cause de cette urgence que notre mouvement a démarré. La collaboration, poursuit l'orateur, ne doit pas être qu'un moindre mal, mais une œuvre de longue haleine, destinée à réintroduire la France en Europe. Pour que ce rêve se réalise, il faut agir vite ; il faut agir tout de suite.

Et M. Jean Fontenoy fait appel aux gens de bon sens. Il est question de l'avenir de la France pour des décades.

— Le Rassemblement national populaire, conclut l'orateur, doit permettre aux Français de se sauver eux-mêmes.

Place à ceux qui veulent sauver le Français moyen, le Français qui n'avait pas voulu la guerre. Place à ceux qui veulent faire avec l'Allemagne une paix européenne !



5

land und gleichzeitig mit England
senkreise, die um ihre Geldschränke
tten wollen. Die Linie der Trusts
als die Maginotlinie. Für alles was
sie nicht interessiert. Sie be-
und vor allem ihren sozialen Ge-

erre sure

re du Palace, M. Dumou-
laboration ? Bien sûr, et
e nous reproche-t-on, je
ent pour responsables du
On prétend que nous ne
e infamie ! Nous sommes
es. Nous voulons colla-
e et avec l'Angleterre ! »
ais révélatrice.
est nette.
se faire.
dessus de la corbeille des
est en péril !
cri d'alarme, a donné le
s intrépides. On mobilise
grande croisade des cof-
ortefeuille. On invoque
ronne des millionnaires
de sauver à tout prix Sa
es gens fortunés, tous les
moyens de fortune.
s anglophiles, des anglo-
ligne des trusts, des mo-
issamment fortifiée ; elle
a ligne Maginot.
main continue à vivre en
nt-ils s'accommoder d'un
es priverait d'une partie
t à des sacrifices person-
leur important les chan-

6

Aus "Le Petit Parisien"
Nr. 25.343 vom 5. Februar 1941

Frans, Einheit.

Das Blatt sieht gewisse Gefahren für die franz. Einheit. Diese sei heute
notwendiger denn je. Die deutsch-franz. Zusammenarbeit, die einzige Chance
Frankreichs nach der Niederlage, könne nur gedeihen, wenn alle Franzosen
guten Willens einig seien.

8

L'UNITÉ FRANÇAISE est nécessaire à la collaboration européenne

QU'EST-IL l'enjeu de toutes les
conversations politiques qui,
depuis le vendredi 15 décem-
bre, se succèdent, se déroulent et se
renouvellent ? L'unité française.
Quelle menace menaçait depuis le
premier de décembre sur la patrie ?
La démission des Français.
Cela, l'opinion publique l'a bien
compris, et nous n'en voulons pour
preuve que l'immense et déconcertant
succès qui, chaque jour, apporte au
Fait Français le témoignage d'in-
quiescences multiples à travers les
quelles il est révélateur de com-
pléter l'unité de tout peuple.
Chacun le voit, chacun le sait,
chacon le dit : l'unité française est
plus nécessaire que jamais. Et ce
n'est l'urgence de ce moment d'être
sensibles à la situation unique de
notre pays.
L'unité française est nécessaire
pour que le mouvement du pays
soit un mouvement en faveur des
vraies valeurs et des vrais prin-
cipes. Elle est nécessaire aussi
pour que la collaboration franco-
allemande soit le résultat d'un
accord entre la France, l'Europe
et l'Allemagne, et non pas le
résultat d'un accord entre la France

L'UNITÉ FRANÇAISE condition de la collaboration européenne

Suite de la première page
Ce la France a besoin de tous les
hommes de bonne volonté. Nous
avons des raisons de croire que les
conversations de Vichy, de la Post-
Restorative et de Paris ont dirigé les
voies, véritablement décisives
pour sauver le présent et le trouble
qui menaçait dans l'opinion publi-
que — ce qui avait déjà un crime.
— mais un crime même de gou-
vernement.
L'ambassadeur devait venir à Paris
pour « l'indemnité ».
A l'heure actuelle — et l'ambas-
sadeur doit accomplir la mission dont
l'a chargé le chef de l'Etat avec
un mandat de grand talent — la
situation française est unique. C'est à
tout prix qu'il est nécessaire une
responsabilité politique que nous
avons assumée pour qu'elle rétablisse
l'unité française.
A ce prix seulement, la France
vivra.
A. A.

7

Aus "Le Cri du Peuple"
Nr. 108 vom 5. Februar 1941

England-Amerika.

Derriot stellt eine Betrachtung zur Reise Wilkie's nach England an. Seine Äußerungen vor der englischen Presse hätten gezeigt, in welcher kritischer Lage sich England befinde. Wenn Wilkie ein volles Vertrauen in den Ausgang des deutsch-englischen Zweikampfes hätte, würde er nicht die Liquidation des englischen Weltreiches zum Nutzen Amerikas verschlagen. Wenn Wilkies bekannte Vorschläge angenommen werden, wird Washington anstelle Londons die Hauptstadt der angel-sächsischen Welt.

Seit Kriegsausbruch haben die USA die Situation ausgenutzt und zahlreiche britische Basen genommen. Sie haben ihren Einfluß in Kanada gestärkt und spekulieren jetzt auf Südafrika, Australien und Indien. Diese Vorschläge beweisen die gefährliche Lage Englands. Wilkie sieht Churchills Sache als versweifelt an. Letzterer hat im Juni unter Ausnutzung der franz. Niederlage Frankreich die gleichen Vorschläge gemacht. Hätte sie Frankreich angenommen, müßten die Franzosen heute von neuem ihre Nationalität ändern!

L'ÉVOLUTION DU MONDE

LES AFFAIRES sont les affaires

M. WILKIE, qui fut candidat contre M. Roosevelt aux dernières élections présidentielles américaines, vient d'exposer ses vues politiques à la suite de son voyage en Angleterre.

Elles dénotent un pessimisme total à l'égard de la situation des îles Britanniques.

Si M. Wilkie avait pleinement confiance dans l'issue de la lutte engagée entre l'Allemagne et l'Angleterre, il n'aurait pas proposé la liquidation de l'Empire britannique au profit des États-Unis.

Or, il n'en est rien.

M. Wilkie ne met pas en cause le principe de la solidarité anglo-américaine.

Au cours de sa campagne électorale, il soutenait que les États-Unis ne pouvaient intervenir efficacement en faveur de la Grande-Bretagne.

C'est qu'il était convaincu de l'inutilité d'une telle

Der... nach England an.
Seine... in welcher
kritischer Lage sich England befindet. Wenn Wilkie ein volles Ver-
trauen in den... hätte, würde
ermächtigt die... Nutzen Amerikas
verschließen... werden, wird
Washington... in der
Welt.

8
Se
re
So
Di
Ch
nu
ma
neu

Mr. Wilkie est tout pas en... le principe de la...
darité anglo-saxonne.
Au cours de sa campagne électorale, il soutenait que
les Etats-Unis ne pouvaient intervenir efficacement en
faveur de la Grande-Bretagne.

C'est qu'il était convaincu de l'inutilité d'une telle
action en ce qui concerne les...
Mieux que quiconque, il connaissait le retard indus-
triel des Etats-Unis en matière d'armements.

Aujourd'hui, la gravité de la situation anglaise le pousse
à faire des propositions sensationnelles.

Il préconise symboliquement une union plus étroite
entre les peuples de langue anglaise.

Ce vœu cache des préoccupations plus réalistes :

L'union économique et sociale entre les Etats-Unis et
l'Empire britannique ;

La suppression des frontières entre l'Empire et les
Etats-Unis ;

La nationalité commune aux habitants des deux
Empires ;

Des monnaies solidaires entre toutes les parties des
deux pays.

En outre, il ne faut pas oublier que Washington a déjà
exigé que la marine anglaise, en cas de défaite, au lieu de
se rendre ou de se saborder, fait rejoindre les ports amé-
ricains.

De sorte que si les propositions de Wilkie étaient
acceptées, Washington deviendrait la capitale du monde
anglo-saxon à la place de Londres. Les Etats-Unis, profitant
de la défaite anglaise, se trouveraient à la tête des restes
de la puissance anglaise et de l'Empire britannique.

...
fue un plan d'absorption de l'Empire Britannique.

Depuis le début du conflit, les Etats-Unis ont déjà
largement profité de la situation en prenant possession de
nombreuses bases anglaises.

Les propositions Wilkie ne font que donner leur forme
concrète aux tendances naturelles des Américains.

Les Etats-Unis ont profité des difficultés anglaises
pour renforcer leur influence au Canada. Ils espèrent que,
tout naturellement, l'Afrique du Sud, l'Australie, les Indes
se joindraient au mouvement.

Par la bouche de M. Wilkie, l'Amérique se pose, en
somme, comme le successeur de la couronne anglaise.

Les Américains prennent l'attitude des héritiers qui se
partagent la fortune d'un moribond.

En de telles circonstances, l'avenir seul est capable de
justifier leurs prétentions.

Ces propositions indiquent l'état dangereux de l'An-
gleterre.

La succession anglaise ouverte par la guerre actuelle
ne se réalisera probablement pas comme le prévoit le repré-
sentant de millions d'électeurs américains.

Les Indes, l'Australie, l'Afrique du Sud décideront
sans doute autrement de leur sort.

Retenons simplement que M. Wilkie juge la cause de
M. Churchill comme désespérée.

M. Churchill doit d'autant mieux s'en rendre compte
que, au mois de juin, en pleine débâcle française, il avait
fait à la France des propositions identiques.

Il sait donc à quoi s'en tenir.

Quant à nous, si nous avions eu le malheur de devenir
à l'époque citoyens anglais, comme il nous le proposait,
nous serions en passe de changer une nouvelle fois de
nationalité.

Ce ne serait vraiment pas drôle.

Jacques DORJOT

und zahl-
Kanada
Indien.
Wilkie sieht
unter Aus-
schläge ge-
heute von

Presses-folles gegen England

Das Wirtschaftsblatt beschäftigt sich mit der Konstruktion des deutsch-englischen Krieges. England hat Deutschland den Krieg erklärt, weil dieses die Forderung nach Kolonien stellte und die englische Unzulänglichkeit nicht dulden konnte. Nach einer Schilderung des englischen Nutzens aus seinen Kolonien und Dominions bezeichnet das Blatt das englische Verstehen von Freiheit neu als einen heuchlerischen Vorwand. In Wahrheit wolle die englische Oligarchie nur ihre Profite erhalten.

M. Pierre PUCHEU, pr
MARCE VINCENT

TRIBUNE LIBRE

LA VRAIE RAISON

de la guerre anglo-allemande

par J. COUDURIER de CHASSAIGNE

Les îles britanniques, métropole, villes industrielles et ports d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande du Nord reliées aux dominions, colonies et protectorats, sans oublier l'Empire des Indes, par toutes ces lignes de navigation tracées en rouge écarlate sur la carte du monde, évoquent irrésistiblement l'image d'une pieuvre géante, unique de son espèce, étreignant dans ses bras tentaculaires les quatre cinquièmes du globe.

Les richesses de l'univers, pompées par d'innombrables ventouses, avec une avidité calme et méthodique, affluent au cerveau du poulpe, le nourrissent, l'engraissent et le surplus de ce qui est indispensable à la vie et à la prospérité des 45 millions d'êtres surplombant la mère-patrie, reprend sa route par un autre réseau de tentacules, vers les quatre coins de la planète.

L'Angleterre défend du reste une proie splendide, dont on ne saurait guère soupçonner l'importance tant qu'on n'a pas aligné quelques chiffres sur le papier.

Elle a déclaré la guerre à l'Allemagne, qui avait toujours proclamé son désir de s'entendre avec les Anglo-Saxons et ne souhaitait nullement détruire l'admirable organisme économique de ses concurrents, créé lentement par l'effort continu et presque inconscient des siècles.

Le prétexte de cette folle agression est trop connu pour qu'il soit nécessaire d'insister, mais ce qu'il faut mettre en lumière, c'est la raison réelle de l'intransigeance britannique.

Le gouvernement de Downing Street ne voulait à aucun prix d'une révision, même partielle, du traité de Versailles, en ce qui le concernait. Il estimait qu'il y aurait eu pour lui, s'il avait rendu à l'Allemagne ses anciennes colonies, perte non seulement de revenus considérables, mais surtout de sécurité et de prestige, pouvant entraîner les conséquences les plus graves dans le reste de l'Empire: bases aériennes contrôlant les routes maritimes du trafic britannique et diminution d'autorité à l'égard des dominions, nations absolument indépendantes, rattachées à la métropole par le lien momentané de l'intérêt et à la Couronne par le fil invisible, impondérable, d'un sentiment, certes, loyal et durable... Mais qui peut prévoir l'avenir? Le coup de tête du duc de Windsor n'avait-il pas déjà mis en péril la délicate et brillante structure de ce féérique palais qui est le « British Empire »? Quelles auraient été, enfin, les réactions de l'Afrique du Sud et de

l'Australie, qui toutes deux avaient recueilli une part importante des débris de l'Allemagne? Se refuseraient-elles brutalement à toute restitution?

Le 30 janvier 1939, le chancelier Hitler préconisait une plus juste répartition des produits naturels de la terre; peu après, le président de la Ligue coloniale revendiquait le retour à l'Allemagne de ses anciennes colonies et réclamait en plus, pour

le Reich, sa part dans un remaniement des espaces mondiaux.

En avril de la même année, M. Amery, ancien secrétaire d'Etat aux Colonies, actuellement secrétaire d'Etat pour l'Inde, répondait à cette invite de l'Allemagne par un non possumus formulé dans son livre, *The German Colonial Claim*, avec une précision qui ne permettait aucun malentendu.

(Lire la suite page 2.)

La seconde indication donnée, à l'égard des faits économiques, est également de grande portée. Elle ouvre des vues sur la conception que le Chef de l'Allemagne se forme de sa politique future. Par une tournure d'esprit très fréquente en France, on tend communément à chercher une image de cette politique dans des lignes antérieures, dans le passé. C'est une méthode qui ne paraît pas bonne, quand il

4 17385

ANNALES DE LA VIE INDUSTRIELLE
N° 25 NOV 1941

LA VRAIE RAISON de la guerre anglo-allemande

(Suite de la première page.)

par

J. COUDURIER de CHASSAIGNE

les diamants taillés pour 804.387,
la laine pour 9.840.566, le sucre
pour 1.259.307.

Il devenait évident que l'Angleterre entrerait en guerre, à la première occasion, pour sauvegarder l'intégrité de son colossal empire.

Quelques chiffres pris dans les statistiques officielles publiées en 1939 permettront de mieux apprécier, encore que très approximativement, le chiffre d'affaires de la firme John Bull et Cie.

A tout seigneur tout honneur. Les Indes dites britanniques, à l'exclusion des Etats vassaux, mais relativement indépendants, des princes indigènes, constituent, malgré leur industrialisation autochtone, la plus belle entreprise commerciale du Royaume-Uni. L'exploitation intensive de cet immense empire a gorgé la métropole de richesses incalculables, et cela depuis plus d'un siècle et demi.

En 1936-1937, le total du seul trafic par mer a dépassé 293 millions 340.000 l. st. (importations, 136.199 l. st.; exportations, 157 millions 146.000 l. st.). Le Royaume-Uni est, comme de juste, le meilleur client des Indes (année 1937-1938 : importations du R.-U., 30 p. 100, de 130.089.000 l. st., et exportations vers le R.-U., 33 0/0, de 135.691.000 l. st.). Indication grosse de conséquences et qui mérite d'être retenue : le Japon vient en seconde ligne (importations du Japon, 13 0/0 ; exportations au Japon, 10 0/0).

Le Canada importe du R.-U. pour 144.978.493 dollars de marchandises et lui en exporte pour 409.412.135 dollars (année 1937-1938). Son trafic commercial avec tout l'Empire britannique s'élève à 233.173.035 dollars (importations) et 517.439.473 dollars (exportations). Mais, autre point important que l'on ne saurait trop souligner, son commerce avec les Etats-Unis atteint globalement 910.438.998 dollars (importations des E.-U., 487.307.907 dollars; exportations aux E.-U., 423.131.091 dollars).

L'Australie (année 1937-1938) a un mouvement total de marchandises de 210.724.869 l. st. (1936-1937), dont 126.869.854 l. st. entre elle et le R.-U. (importations du R.-U., 46.228.674 l. st.; exportations au R.-U., 80.641.180). Sur la liste des exportations dans la métropole : or, 15.912.000 l. st.; laine, 46.984.000 ; blé, 20 millions 907.000; viande, 12 millions 275.000; beurre, 10.161.000 ; sucre, 4.073.000.

La Nouvelle-Zélande n'a qu'un trafic extérieur global de 122 millions 874.000 l. st. (année 1937), dont 78.890.482 avec la mère-patrie. Sur la liste des exportations vers l'Angleterre : laine, 19.070.240 livres st.; beurre, 16.986.477 ; viande frigorifiée, 14.639.618 ; fromages, 5.371.878 et, enfin, or, 435.215.

Le trafic commercial global de l'Union sud-africaine a atteint, dans l'année 1936-1937, 228.799.236 livres st. Le Royaume-Uni prélève toujours la part du lion. En 1937, l'U.S.A. a importé du R.-U. 43 millions 995.658 l. st. en marchandises et envoyé à la métropole 98 millions 127.632 l. st., soit 78 0/0 de son exportation totale. L'or figure pour 81.855 l. st. (année 1936), les diamants bruts pour 2.509.114.

Si l'on veut bien transformer en francs actuels ces cascades de millions et de centaines de millions de livres, on aura une idée, encore très incomplète, de ce que rapporte à l'Angleterre son commerce constant avec les dominions et l'Empire des Indes.

Dans ce bref article, force est de laisser de côté la multitude des « Crown Colonies », colonies régies directement par le secrétaire d'Etat aux Colonies, suivant des modalités variées; les pays de protectorat, ou placés sous mandat, comme les anciennes possessions allemandes ou turques; les condominiums (Soudan, Nouvelles-Hébrides) ; l'Egypte, royaume maintenant indépendant, mais dont les richesses économiques profitent largement à l'Empire britannique; les champs pétrolifères du Proche Orient, etc.

Il faudrait aussi mentionner les milliards que gagnent, dépensent ou accumulent des armées de fonctionnaires coloniaux, grassement rétribués, de commerçants, d'employés, qui assurent par leur présence ou leur travail, la mainmise par Albion sur une si vaste et si riche partie de notre planète.

On comprend sans peine pourquoi l'oligarchie puissante qui dirige les destinées de l'Empire britannique sacrifie sans pitié les vagues humanités, dans l'espoir insensé de conserver égoïstement pour elle seule la fortune des Mille et une Nuits dont elle s'entête à ne rien vouloir céder, sinon contre du bel or tintinnabulant, au reste des humains.

Liberté, fraternité, — l'Angleterre ne parle jamais d'égalité, et elle a bien raison, — idéologie, grands mots, maintenant vides de sens pour ses dirigeants comme pour leurs petits-cousins des Etats-Unis !

Ce pour quoi la Grande-Bretagne lutte désespérément, c'est pour le capitalisme judéo-anglo-saxon, le Veau d'or, dont son empire colonial est le piédestal séculaire.

Aus "Le Cri du Peuple"
Nr. 108 vom 5. Februar 1941

Pressefeldzug gegen England.

Die blutigen Vorfälle in Südafrika erinnern an die "Heldentaten" der Engländer gegen die Buren. Der Präsident Krüger war in Frankreich lange sehr populär. Die Berichte der aus England zurückkehrenden Franzosen bestätigen die englische Rücksichtslosigkeit und Grausamkeit.

Das Krachen in den verschiedenen Teilen des britischen Weltreiches hat auch in Südafrika ein Echo gefunden. Die Buren regen sich wieder. Der alte Krüger kann beruhigt sein. Er wird vielleicht bald gerächt werden.

ÉCOUTE, MON VIEUX...

Les nouvelles de ces derniers jours ont, du moins, le mérite de ra-
feunir pas mal de Français. Ceux qui ont encore le sou-
venir de la guerre du Trans-
vaal. Ou qui en ont entendu
parler autour d'eux pendant
leur jeunesse.

J'ai connu, pour ma part,
un enfant qui avait reçu un
jouet représentant un Boër

et un Anglais se faisant face
et qui échangeaient des coups.
Or, il fallait que le jeu se pro-
longeât jusqu'à ce que l'An-
glais eût le dessous.

C'est que, vois-tu, la tradi-
tion antianglaise a toujours
été très vivace en notre pays.
Et ce n'est pas les récits de
prisonniers revenus d'Angle-
terre — après avoir été soumis
aux rigueurs des camps où

étaient jetés tous ceux qui
refusaient de suivre quelques
officiers félons, inspirés et
soutenus par une poignée de
Juifs — qui risquent de faire
oublier cette tradition.

Mais revenons aux Boërs.
Leur chef, le Président Krü-
ger, a joui longtemps d'une
grande popularité en France.
Quand il vint à Paris, il y re-
çut un accueil triomphal.

Il ne suffit malheureuse-
ment pas qu'une cause soit
juste pour qu'elle triomphe.
Et, après avoir infligé de
lourdes pertes à l'armée an-
glaise et l'avoir tenue plusieurs
années en échec, les Boërs
durent subir la loi du vain-
queur.

Un vainqueur qui se mon-
tra aussi impitoyable dans la
paix qu'il avait été cruel dans
la guerre. Pendant près de
quarante ans, les Boërs ont
rongé leur frein. Attendant
l'heure de la délivrance.

Les craquements qui se
produisent dans les diverses
parties de l'Empire britanni-
que ont eu leur écho en Afri-
que du Sud. Les troubles ont
pu être réprimés. Et, pour le
moment, la propagande an-
glaise peut se féliciter que
l'ordre règne au Cap.

Mais les Boërs sont gens
patients: c'est au Transvaal
que Churchill a fait ses pre-
mières armes.

Dans sa tombe, le vieux
Krüger peut être content.

Car il n'est peut-être pas
loin de tenir sa vengeance.

Quarante ans après



Le président Krüger. — Ils n'ont pas changé!

LE CRI.

Aus "Paris-Soir" Sixième Edition
Nr. 228 von 5. Februar 1941

Pressefeldzug gegen England.

Die englische Grausamkeit verhindert, daß franz. Kinder Milch, Öl, Vitamine und warme Kleider bekommen, die aus Amerika nach Frankreich unterwegs sind. M. Allen, ein Delegierter des amerikanischen Roten Kreuzes machte darauf aufmerksam, daß diese Transporte von den Engländern aufgehalten werden.

Franz. Emigranten in Amerika hetzen gegen die Versorgung Frankreichs mit lebenswichtigen Artikeln.

CRUAUTÉ ANGLAISE

LES ENFANTS

de la France occupée

n'auront pas droit:

**AU LAIT CONDENSÉ,
A L'HUILE DE FOIE DE MORUE,
AUX VITAMINES,
AUX VÊTEMENTS CHAUDS,**

que l'Amérique

ENVERRERA EN EUROPE

VICHY, 4 Février.

Un journaliste français vient d'interviewer M. Allen, l'un des délégués en France de la Croix-Rouge américaine, chargé de la répartition dans la zone non occupée des vivres et vêtements expédiés par les Etats-Unis à l'intention des enfants français.

Répondant à une question, M. Allen a déclaré que, si les enfants de la zone occupée étaient écartés du bénéfice des largesses américaines, c'est que l'Angleterre l'exigeait. « Comme c'est elle qui arrête ou laisse passer les transports », a ajouté le délégué américain, nous ne pouvons passer outre à cette formalité.

Ainsi, par le seul fait de la cruauté britannique, la plus grande partie des enfants de France sera privée de tous ces produits essentiels tels que : le lait condensé, le chocolat, les médicaments et les vitamines que la Croix-Rouge américaine veut bien adresser aux Français.

Voilà qui réjouit les émigrés français comme Eve Curie, Jules Romains et bien d'autres qui, aux Etats-Unis, osent mener campagne pour empêcher l'action charitable des organismes américains de la Croix-Rouge.

« Ne ravitaillez pas la France », déclarent-ils dans les réunions publiques sans songer à nos enfants.

Espérons que l'action de ces insensés recouvre le seul châtiement qu'elle mérite : la déchéance de la qualité de Français, l'exclusion de la grande famille nationale.

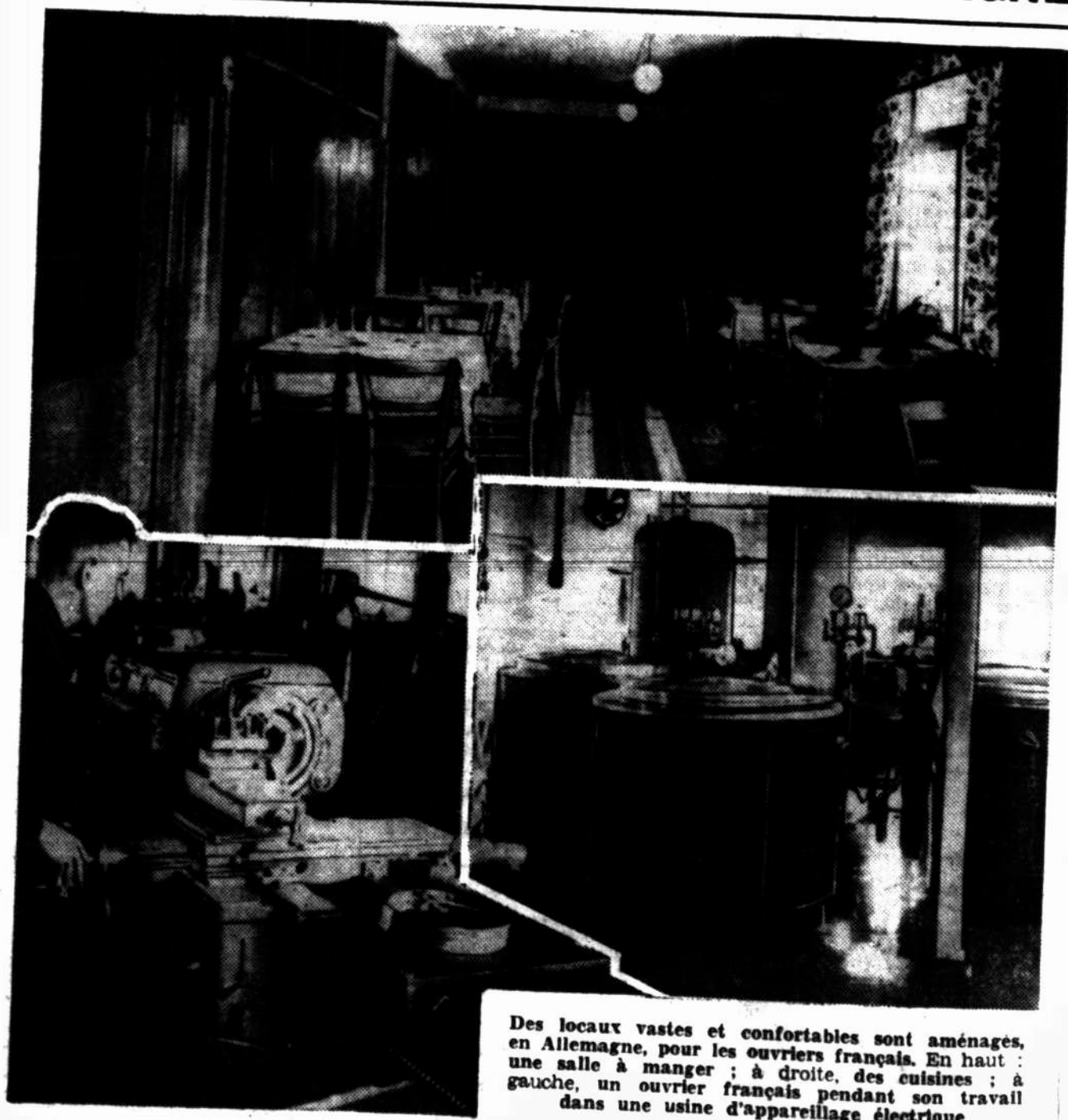
4 47386 II

Aus "Le Matin"
Nr. 20.758 vom 6. Februar 1941

Franz. Arbeiter in Deutschland.

Abbildungen von dem Speiseraum, einer Küche und einem Arbeitsplatz,
die für franz. Arbeiter vorgesehen sind.

LES OUVRIERS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE



Des locaux vastes et confortables sont aménagés, en Allemagne, pour les ouvriers français. En haut : une salle à manger ; à droite, des cuisines ; à gauche, un ouvrier français pendant son travail dans une usine d'appareillage électrique.

Photos Nora.

4 173 0 5 2

12

Aus "Le Petit Parisien"
Nr. 25.543 vom 5. Februar 1941

Franz. Arbeiter in Deutschland.

Die Pariser Zeitungen veröffentlichen Bilder von franz. Arbeitern in Deutschland.
Hier die Abbildung eines Unterkunftsraumes und einer Werkstatt.

Les travailleurs français en Allemagne



(Photos N. O. R. A.)

Déjà très nombreux sont les ouvriers français qui travaillent en Allemagne. Des locaux vastes et confortables ont été aménagés pour les recevoir. A droite, une chambre à coucher à eux réservée. A gauche, un électricien met au point une installation compliquée

Aus "La France au Travail"
Nr. 36 vom 6. Februar 1941

13

Gegen Gerüchtemacher.

Den in Paris kursierendem Gerücht, demzufolge die Elsässer verfolgt werden, wenn sie nicht nach Elsass-Lothringen zurückkehren, wird entgegengetreten. Nur diejenigen gehen nach Elsass-Lothringen zurück, die es wollen und ihre Rückkehr beantragen. Aber selbst in diesem Fall können sie eine Verlängerung ihres Aufenthaltes erreichen.

Solche tendenziöse Gerüchte stammen aus einer bestimmten Quelle.

Bobards...

Une néfaste propagande dont nous n'avons pas même besoin de nommer les auteurs fait courir en ce moment dans Paris le bruit que les Alsaciens sont victimes de brimades de la part des autorités d'occupation. Les Allemands, dit-on, contraignent les Alsaciens à regagner leur province dans un bref délai.

Cela est faux. Regagnent l'Alsace ceux qui le veulent et qui en ont fait la demande. Même en ce cas, ils peuvent obtenir une prolongation de séjour.

Ces bruits tendancieux, avec cent autres bobards, n'ont pour but que de démoraliser les Français.

14

Aus "Le Crâ du Peuple"
Nr. 108 vom 5. Februar 1941

Rassenkunde in Frankreich.

Das "Journal de Normandie" teilt mit, daß in Frankreich Rassenkunde getrieben wird. Der Ausschuss für das Jahr 1941 setzt sich aus Hochschulprofessoren, völkischen Schriftstellern, Medizinern und Hygienikern zusammen.

**ENFIN! LA BIOLOGIE RACIALE
VA ÊTRE ÉTUDIÉE EN FRANCE**

Caen, 4 février.

Le journal de Normandie publie la nouvelle suivante : « Nous apprenons la création d'une commission d'étude pour l'application des données de biologie raciale.

Cette commission est présidée par M. Claude Vacher de Lapouge, dont nous avons signalé récemment la présence à Caen et le rôle précieux qu'il a été appelé à tenir auprès du gouvernement.

Voici la liste des membres de la commission, pour l'année 1941 :

MM. le professeur Ch. Achard, secrétaire général de l'Académie de médecine ; Blaisot, ancien ministre de la Santé publique ; Cruveilhier, de l'Institut Pasteur, membre du Conseil supérieur d'hygiène publique de France ; Fabre, membre du conseil supérieur d'hygiène publique de France ; R.-F. Gorce, dominicain ; Guilliermond, membre de l'Académie des sciences ; Révérend Père N... franciscain ; Jules Renaud, trésorier de l'Académie de médecine ; Saint-Germes, professeur de Faculté de droit ; Serpelle de Gobineau ; Tannon, professeur à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Académie de médecine ; E. Benoit du Rey, secrétaire. Trois autres membres seront désignés ultérieurement.

Toute la correspondance doit être adressée au secrétaire, 27, rue Guilbert, à Caen.

15

Aus "Le Matin"
Nr. 20.768 vom 6. Februar 1941

Juden in Frankreich.

Marseille ist zum neuen Jerusalem des Mittelmeeres geworden. Die Juden haben sich überall festgesetzt und warten auf ihre Einschiffung nach Amerika.

MARSEILLE

la nouvelle Jérusalem
de la Méditerranée

Les juifs règnent en maîtres dans les cafés et restaurants de la Cannebière...

...en attendant d'essayer de gagner l'Amérique.

PAR ANDRE DU BIEF
envoyé spécial du Matin

Marseille-Février.

Sur la Cannebière, « l'assent » lutte avec peine. Il est submergé par un autre timbre vocal, cette espèce de bouillie nasillarde et rauque à la fois que devient la langue de Rabelais et de Voltaire dans un gosier juif.

Marseille est la proie des Israélites que l'exode a chassés des divers coins de France où ils avaient tendu leur toile. Depuis les jours tragiques de juin la population marseillaise a augmenté de plusieurs centaines de milliers d'âmes. Cinquante pour cent de juifs !

L'appétit sémitique

Il n'est pas gai d'arriver en ce moment à Marseille. Le porteur récolté à la gare vous conduit dans dix, vingt hôtels avant que vous trouviez un toit pour la nuit.

Complet, le Noailles, complet, le Beauveau, complet, le Napoléon, complets, les meublés les moins confortables eux-mêmes.

Et, partout, partout, des juifs.



A l'entrée des quais de Marseille, en attendant l'embarquement
Photo « Le Matin »

des juifs ! Des juifs étalés ou furtifs, suintant de tous les murs, guettant à tous les coins, fureteurs et baragouineurs.

Inutile d'essayer de manger dans un restaurant sans en avoir à droite, à gauche, devant, derrière. Tout est plein et plein de juifs et qui, autant qu'ils le peuvent, s'empifrent effrontément.

A ma droite est un juif à nez fin, vautré sur la banquette. Un coreligionnaire passe, se penche, et je surprends des bribes de chuchotements :

- ...Fameuse addition !
- Chut ! Je suis invité.
- Oui... c'est... Je te vois... tu arrives et...

(Suite page 4 - Col. 6, 7 et 8)

Niederschlag der von der Prop. Abtg.
gegebenen Anweisungen und Richtlinien in der franz. Presse.

vom 2. und 3. und 4. II. 1941.

Inhaltsverzeichnis der in den Anlagen beigefügten Belege.

Zum Rassemblement National-Populaire.....	Anl. 1
Kundgebung der Pariser Gewerkschaften.....	Anl. 2
Zusammenkunft der Pariser Journalisten und Auslandsjournalisten,.....	Anl. 3
Zur Führer-Rede am 30. Januar 1941.....	Anl. 4
Deutsche Hilfsmaßnahmen.....	Anl. 5
Zur deutsch-französischen Krise.....	Anl. 6
"Das französische Drama".....	Anl. 7
Die beiden Frankreich.....	Anl. 8
Kritik an Vichy.....	Anl. 9
England und Amerika.....	Anl. 10
Pressefeldzug gegen England.....	Anl. 11
Zur Lebensmittelversorgung.....	Anl. 12
Französische Arbeiter in Deutschland.....	Anl. 13
Ausstellung der Technik und der Industrie Deutschlands.....	Anl. 14
Feindliches Eigentum in Frankreich.....	Anl. 15
	Anl. 16

4 7 3 0 6 7

A

Aus "L'Oeuvre"
Nr. 9.236 vom 2. Februar 1941

Zum Rassemblement National-Populaire.

Fast alle Blätter haben in hervorragender Aufmachung über die Gründung des Rassemblement National-Populaire berichtet und dessen Programm verkündet.

An der Gründung beteiligten sich Gewerkschaftsführer, Leiter von Frontkämpfervereinigungen, Zeitungsdirektoren und Führer von nationalen Verbänden, sowie Bürgermeister, Industrielle und Andere.

Sie sind übereingekommen, daß sofort im Interesse einer nationalen und sozialen Revolution und einer Wiederaufnahme der deutsch-französischen Zusammenarbeit gehandelt werden müsse.

Die durch Vichy begangenen Fehler versetzen Frankreich wieder in die Lage eines Besiegten. Vichy hat die durch die Politik Laval's erzielten Resultate null und nichtig gemacht.

Die Blätter stellen noch einmal die Vorgänge des 13. Dezember und die seitherige Politik des Zögerns und der Zweideutigkeit in Vichy heraus. Es handele sich um keine neue Partei, sondern nur um eine Vereinigung aller positiven und aktiven Elemente im besetzten Gebiet, die die Collaboration und die nationale Revolution erstreben.

Ihre Ziele sind:

1. Außenpolitisch

Deutsch-Französische Zusammenarbeit.
Verteidigung des Kolonialreiches.
Wirtschaftlicher, politischer und geistiger Aufbau Europas.
Auswertung Afrikas durch eine europäische Zusammenarbeit.

2. Innenpolitisch.

Ein starker Staat, der sich auf eine nationale und volkstümliche starke Bewegung stützt, aus der alle ökonomischen und internationalen Einflüsse entfernt werden.....
Wiederherstellung der sittlichen Werte von Familie, Beruf usw.
Reinigung und Schutz der Rasse .Physische und moralische Erneuerung des Volkes.

3. Politisch, wirtschaftlich und sozial.

Wirtschaftslenkung auf genossenschaftlicher Grundlage.
Sicherung des Geldes durch die nationale Arbeit, Ausgleich von Preis und Lohn usw.
Beseitigung der Arbeitslosigkeit, Aufstellung eines Wirtschaftsplanes.
Organisation des Verbrauchermarktes.
Kampf gegen die Trusts.
Beseitigung des Proletariats und der kapitalistischen Gewinnsucht und anderes.

4 173 8 6 6

Vichy définitivement jugé

Maintenant, le citoyen français en connaît assez de la crise du 13 décembre pour choisir sa route:

Celle du Rassemblement national et populaire

Qu'il n'oublie pas que ce que M. Laval rapportait alors c'était, ainsi que l'a rappelé M. Fontenoy à Radio-Paris :
« la perspective d'une paix garantissant le territoire métropolitain français, à l'exception de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, garantissant la masse de notre Empire dans son intégrité... »

Dans un exposé fait hier soir au micro de Radio-Paris, M. Fontenoy, en faisant une fois de plus le bilan des crimes de Vichy et en désignant notamment les responsables, a démontré comment le rassemblement national populaire,

dont nous annonçons aujourd'hui la naissance, permettra, mieux que tout, de liquider le mauvais coup du vendredi 13 décembre.
— Depuis un mois et demi, a-t-il dit en commençant, la France n'est plus gouvernée.

Puis il a dénoncé, l'un après l'autre, les responsables de l'interruption de la collaboration franco-allemande :

(Voir la suite en 3^e page)

LE RASSEMBLEMENT national - populaire est créé

LA FRANCE NE SE SAUVERA

**qu'à deux conditions,
d'ailleurs inséparables:**

**s'intégrer à l'Europe
et faire sa révolution**

Un certain nombre de personnalités des régions occupées comprenant divers dirigeants des syndicats ouvriers de la région parisienne et du Nord de la France, les chefs des associations d'anciens combattants, des directeurs de journaux et de mouvements nationaux, des maires de grandes villes, des chefs d'industrie se sont rassemblés pour examiner en commun la situation créée par les événements du 13 décembre et ceux qui suivirent. Ils ont estimé que les circonstances exceptionnellement graves traversées par notre pays exigent une action immédiate pour une véritable révolution nationale et sociale, pour la reprise de la coopération franco-allemande.

Le temps presse. Les erreurs commises par Vichy, remettent la France dans la situation de vaincue où elle se trouvait lors de l'armistice. Vichy a aboli, réduit à rien, les résultats obtenus par la patiente action de M. Laval au cours de l'automne.

La France était sur le point de s'intégrer à l'Europe nouvelle mais, gouvernée comme elle l'est depuis six semaines, elle se trouve de nouveau exclue de l'unité continentale. D'autre part, en contradiction avec le vocabulaire dont usent nos gouvernants actuels, une réaction sans précédent, un conservatisme sordide garde le pouvoir en France.

Il faut agir immédiatement. Il faut, sans délai un redressement de la politique française. Chacun de nous sait qu'une fois l'Angleterre battue, tous nos politiciens prétendront courir au secours du vainqueur. Il sera trop tard. C'est dès aujourd'hui qu'il convient d'imposer aux dirigeants français la politique révolutionnaire et collaboratrice de salut. Vichy, tel qu'il est, ne nous laissant plus aucun espoir, il convient d'imposer des hommes nouveaux susceptibles de pratiquer cette politique.

De telles considérations ont amené les personnalités dont nous parlons plus haut à fonder le Rassemblement National Populaire.

Il ne s'agit pas d'un parti nouveau. Il s'agit, pour faire masse immédiatement de réunir dans une pensée et dans une action communes, sur la base d'un programme minimum commun, tous les éléments positifs et agissants, des régions occupées, partisans de la collaboration et de la révolution nationale; il s'agit par une vaste campagne, à laquelle sont appelés toutes les associations, toutes les corporations, tous les groupements, politiques ou apolitiques, existants, de faire face à une « urgence nationale » si grave que notre pays n'en a jamais connue de telle. Il s'agit d'imposer les mesures du salut public.

S'adresser au Rassemblement National Populaire, dont le siège est provisoirement, 39 rue d'Amsterdam. L'adresse définitive sera publiée d'ici à quelques jours.

Les membres du comité fondateur sont tombés d'accord sur le programme suivant :

Programme d'action

La France ne se sauvera qu'à deux conditions, d'ailleurs inséparables : S'INTEGRER A L'EUROPE, ET FAIRE SA REVOLUTION.

Le programme d'action en découle immédiatement :

I. — POLITIQUE EXTERIEURE

Collaboration franco-allemande.

Défense de l'Empire.

Construction économique, politique et spirituelle de l'Europe.

Mise en valeur de l'Afrique, par coopération européenne.

II. — POLITIQUE INTERIEURE

Etat fort, appuyé sur un mouvement national et populaire puissant, instrument de la Révolution nationale, à l'exclusion de toute influence occulte de caractère international.

Autorité fondée sur la capacité technique du pouvoir, traduisant avec impartialité l'intérêt national et garantissant les libertés individuelles, communales, syndicales et corporatives.

Restauration des valeurs morales : familiales, professionnelles, nationales, européennes.

Education populaire assurant à chaque enfant une culture, un métier, un idéal.

Organisation et orientation de la jeunesse dans le sens du mouvement.

Epuration et protection de la race, régénération physique et morale de la population.

III. — POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Economie dirigée, à base corporative, ni étatisée ni anarchique.

Monnaie garantie par le travail national, circuits de crédits, équilibre des salaires et des prix. Hausse constante du niveau de vie, par accroissement parallèle de la production et du pouvoir d'achat.

Résorption rapide et totale du chômage par l'équipement rationnel du pays, dans le cadre d'un plan de longue durée.

Organisation du marché de la consommation, avec participation des groupements paysans, sous le contrôle public. Echanges réglés par contrats collectifs inter-corporatifs.

Lutte contre le désordre né de la misère et contre la domination des trusts. Suppression du prolétariat et du prolétariat capitalistes. Toutes les classes fondées dans la communauté nationale.

Vie individuelle et familiale garantie et étayée par le syndicat et la corporation, sous l'arbitrage de l'Etat. Prise en charge des œuvres et lois sociales par la Corporation.

Tout Français, considéré, du berceau à la tombe, comme membre de la Communauté nationale, avec les droits et les devoirs qui en découlent sans autre hiérarchie que celle du travail et du mérite.

VICHY DÉFINITIVEMENT JUGÉ

Maintenant, le citoyen français en connaît assez de la crise du 13 décembre

(Suite de la première page.)

— D'abord l'entourage même du Maréchal; ce docteur Menetrel, dont l'« Atelier » cite une phrase abominable : « Notre seul tort fut de ne pas exécuter Laval et de Brinon ».

« Dumoulin de la Barthète auquel nulle hypocrisie n'est étrangère et qui, au lendemain de la Ferté-Hauterive, établissait, de propos délibéré, un compte rendu de l'entretien si incorrect que M. Laval le repoussait avec indignation.

« L'Amiral Fernet et un certain nombre d'autres ci-devant cherchant à « se repêcher ».

« Ce sont aussi : la garde des Sceaux démissionnaire, M. Alibert, qui prit sur lui de mobiliser les groupes de protection et de faire régner pendant plusieurs jours une véritable terreur en zone non occupée. C'est M. Peyrouton encore ministre de l'Intérieur, un ambitieux, longtemps maçon, un roué qui fut mêlé à toutes les intrigues politico-administratives de ces dernières années. C'est en bloc tous ceux qui ont connu et, par leur silence même quand ils furent assez habiles pour se taire, ont approuvé le coup du vendredi 13.

« C'est M. Flandin aussi. Et nous serions tentés de dire « c'est M. Flandin surtout »... Lui, venait de zone occupée et n'avait pas depuis des mois subi l'influence du vase clos qu'est Vichy. L'espèce d'organisme intellectuel qui règne dans cette étrange capitale ne pouvait avoir déformé son esprit comme celui des autres. Pourtant, il accepta de remplacer M. Laval dans des conditions où l'absurde le disputait à l'ignoble. Et depuis, sous le couvert d'un vocabulaire apparemment collaborationniste, il a, en fait, mis en œuvre toute son habileté pour miser sur les deux tableaux, tromper tout le monde et devenir le grand patron de la politique attentiste.

« M. Flandin, de même qu'il

trompait sciemment il y a quinze jours, les correspondants allemands en leur communiquant un compte rendu faux de La Ferté-Hauterive, de même qu'il trompa pareillement des hommes politiques sur l'affaire Laval, s'efforça de duper la puissance occupante...

« Mais comme l'a répété vingt fois le président Laval : « La collaboration ne peut être, ne peut réussir, ne peut donner ses fruits, que par la sincérité, la sincérité totale ». Flandin fut le contraire de la sincérité. »

Puis M. Fontenoy a, comme nous le faisons jour après jour, dressé la liste des « occasions perdues » depuis le 13 décembre. Il a fait l'énumération des résultats qu'on pouvait attendre, de la négociation au point où l'avait menée M. Pierre Laval.

Puis ce fut cette déclaration capitale :

— Enfin et surtout par son insistance opiniâtre et quotidienne, par la confiance qu'il avait su inspirer à son partenaire dans les conversations franco-allemandes, M. Laval était en droit d'espérer une paix telle que si on l'avait promise en juin aux Français de l'exode, ils n'auraient pas osé y croire.

« En effet, ce que M. Laval rapportait le 13, c'était la perspective d'une paix garantissant le territoire métropolitain français à l'exception de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, garantissant la masse de notre Empire dans son intégrité. »

Voilà pourquoi le citoyen français, qu'il soit de zone occupée ou de zone non occupée, peut aujourd'hui choisir. Il a tous les éléments en mains :

— La collaboration, c'est une affaire, entendue, n'est, ne doit pas être qu'un moindre mal mais un labeur de longue haleine destinée à réintroduire la France en Europe.

« La France s'y réintroduira seulement par une révolution nationale et sociale la mettant sur le plan de la culture nouvelle du continent. Mais...

« Mais pour cette grande œuvre magnifique et encore lointaine, pour que ce rêve se réalise dans quelques années, il faut néanmoins agir vite. Ces semaines-ci seront essentielles.

« La France ne doit pas attendre — pour acquiescer au nouvel ordre — que l'Allemagne ait battu l'Angleterre. Il serait alors trop tard. Il faut agir avant. Donc amorcer, réamorcer la collaboration avec les moyens du bord et tout de suite. »

Et c'est l'annonce de la création du Rassemblement national-populaire, dont M. Fontenoy lit le programme d'action avant de conclure :

— Aux Français de dire s'ils sont avec nous pour la paix dans l'honneur, pour une vraie paix française ou bien s'ils préfèrent s'enfoncer avec Vichy dans un marais d'erreurs et de mauvaise foi pour achever d'assassiner la patrie.

Rappelons que les inscriptions sont reçues 29, rue d'Amsterdam, mais que ce siège est provisoire et que d'autres bureaux seront incessamment ouverts.

Aus "Les Nouveaux Temps"
Nr. 94 vom 4. Februar 1941

Zum Rassemblement National-Populaire.

Das Blatt berichtet, daß sich bis jetzt -48 Stunden nach der Gründungsversammlung- bereits 10.000de für die Sammlungsbewegung eingetragen haben. Allein am Sonntag wurden 2.700 Eintragungen vorgenommen.

Der Zustrom sei durch die Verbindung des Nationalen mit dem Sozialen zu erklären.

Demnächst findet eine Großkundgebung des R.N.P. statt, die von dem Propagandachef Fontenoy geleitet wird

Après le manifeste du 1^{er} février

DES MILLIERS D'ADHERENTS s'inscrivent au Rassemblement National Populaire

Une grande réunion publique aura lieu prochainement

Né il y a à peine quarante-huit heures, le Rassemblement national populaire enregistre déjà des dizaines de milliers d'adhésions collectives ou individuelles au 39 de la rue d'Amsterdam où il a fixé son siège provisoire.

Rien que pour la journée de dimanche, 2.700 inscriptions individuelles furent répertoriées par les préposés au secrétariat.

Aujourd'hui, l'affluence reste la même.

Parmi la foule, qui se presse dans les bureaux du R.N.P., de grands mutilés de guerre, des ouvriers, des commerçants, des intellectuels se coudoient, en rangs pressés, sans distinction de classe.

Des hommes, vieux et jeunes, en chapeau ou en casquette, attendant.

On discute ferme sur l'avenir de la France que l'on voit déjà moins gris, moins sombre.

Ces hommes de conditions et diverses ne paraissent nullement surpris de leur rassemblement. Quelques-uns, interrogés, avouent qu'ils attendaient ce rassemblement depuis longtemps et s'étonnaient qu'il tardât tant.

Les fautes accumulées par les gens en place de l'entourage du maréchal Pétain sont sévèrement jugées, mais la personnalité du glorieux soldat n'est jamais mise en cause.

Nous avons pu questionner durant quelques minutes seulement un des secrétaires qui se dévouent aux inscriptions :

« Nous faisons appel, nous a-t-il dit, à toutes les personnes de bonne volonté sans aucun esprit de parti.

« Les journaux ont publié une liste de promoteurs du mouvement.

« En réalité, certains des noms cités ne sont que ceux d'adhérents comme les autres mais leur personnalité marquante a fait écrire par erreur qu'ils comptaient parmi les promoteurs du Rassemblement national populaire. »

Notons que les noms de MM. René Dom-mange et Frédéric Dupont, députés de Paris, ont été prononcés à tort.

Le Rassemblement national populaire, comme son nom l'indique, a fait la conjonction du social et du national ; c'est ce qui explique son franc succès.

Il est aussi l'espoir de ceux qui veulent que la France reprenne au plus tôt sa mission momentanément interrompue, pour sa propre reconstruction comme pour celle de l'Europe, par une sincère et loyale collaboration avec l'Allemagne.

Les promoteurs du mouvement ont pu envisager pour dans un très bref délai une grande manifestation publique, dont la date et le lieu seront portés prochainement à la connaissance de la population. Nous sommes en mesure d'annoncer que cette réunion se tiendra au plus tard dans une quinzaine de jours.

Elle sera précédée par une nouvelle conférence de M. Fontenoy, qui aura lieu dès mercredi prochain, au Théâtre des Ambassadeurs.

L'orateur fera un nouvel exposé plus complet sur les origines et les buts du Rassemblement national populaire.

En raison des événements politiques de l'heure, M. Georges Roux, qui devait parler aux Ambassadeurs ce jour-là, a, de lui-même, proposé à M. Fontenoy de lui céder la tribune.

3

Aus "Aujourd'hui"
Nr. 145 von

Champion du monde de nestene

Kundgebung der Pariser Gewerkschaften. A Cristel Crans le titre féminin

Am 2. Februar fand in Paris eine große Kundgebung der Gewerkschaften statt, auf der eine Erneuerung Frankreichs im Innern und die Zusammenarbeit mit Deutschland in einen neuen Europa gefordert wurden. Es sprachen Gewerkschaftsführer über die Notwendigkeit der sozialen Erneuerung.

Die Vorschläge und das Programm wurden einstimmig angenommen.

Un millier de militants syndicalistes se prononcent

Pour une véritable révolution nationale ET POUR LA COLLABORATION

à la suite d'ardents discours de MM. DUMOULIN FROIDEVAL REY, ROY PERROT et GUIRAUD

Quand, dès les premiers jours de l'occupation allemande, des militants syndicalistes parisiens, suggérèrent de regrouper les syndicats en vue d'une rénovation à l'intérieur et d'une collaboration avec l'occupant, ils furent difficilement compris.

Si nous rappelons ce fait, c'est pour marquer combien, de nos jours, les idées évoluent rapidement et quels espoirs nous pouvons placer en une compréhension plus juste des nécessités, si pénibles qu'elles puissent être pour certains.

Car, ce qui semblait inconcevable il y a six mois est apparu indispensable hier à un bon millier de militants syndicalistes parisiens réunis salle Lantory, sur l'initiative de l'hebdomadaire "L'Atelier".

Salle comble bien avant l'heure finie. Tous les cadres syndicaux de la région parisienne sont là : bâtiment, métallurgistes, P.T.T., textile, gaz, services publics, culres et peaux, etc.

Bientôt, il faudra ouvrir les portes de la salle afin que les retardataires massés dans la cour, puissent entendre. C'est un grand succès qui marque la vitalité du syndicalisme.

G. Lafaye, de la Gironde, président, dès l'ouverture de la séance, donne la parole aux orateurs inscrits. Les discours seront durs, sans être violents, railleurs sans amertume, mais surtout imprégnés d'un réel désir de "sortir de là". (Lire la suite en troisième page.)

Une vue de la tribune pendant le discours d'Albert Perrot, secrétaire de l'Union des Syndicats parisiens. R. Massard, directeur de l'hebdomadaire "L'Atelier" (à gauche), condamne avec véhémence la politique conservatrice du gouvernement de Vichy. A la présidence, G. Lafaye, de la Gironde.

UNE IMPORTANTE RÉUNION, SALLE LANGRY

Les syndicalistes parisiens et la collaboration

A l'intérieur

« Oublions le Sedan ouvrier du 30 novembre 1938, comme le patronat doit oublier son Waterloo de juin 1936 à l'Hôtel Matignon. »

(Raymond FROIDEVAL, secrétaire des Coopératives de production.)

A l'extérieur

« Comme Proudhon, nous pensons que la ligne du Rhin est une ligne artificielle. »

(Georges DUMOULIN, secrétaire de l'Union des Syndicats du Nord.)

(Suite de la première page)

Pour le directeur de l'Atelier, la cause est entendue. « Il n'y a pratiquement rien à faire, à Vichy pour la classe ouvrière française. » Les syndicats doivent reprendre leur pleine activité afin de rénover le pays et aider la France à s'intégrer dans une Europe « pour faire la révolution et la paix ».

Albert Perrot, secrétaire de l'Union des syndicats parisiens, se défend d'être un théoricien. Il n'est que le militant syndicaliste absorbé par la tâche quotidienne. Il retrace l'activité syndicale depuis l'armistice. Deux cents syndicats parisiens ont repris vie. Le problème le plus urgent est de faire appliquer un minimum vital pour chaque individu. Sur le plan extérieur, conduit-il, « le mouvement syndical saura aider puissamment à un rapprochement franco-allemand ».

Même préoccupation pour Gaston Guéraud, secrétaire de la même Union, qui expose le travail accompli à l'Entraide d'Hiver et réfute les mauvais propos colportés sur la destination des biens recueillis pour cette œuvre de solidarité.

Marcel Roy reconnaît que le syndicalisme a des révisions à faire. Toutefois, le syndicat, cellule de base, ne saurait disparaître. Collaborer à l'intérieur ? D'accord, mais pas unilatéralement. Nous avons notre mot à dire dans l'organisation de la production.

Après avoir établi la nécessité d'une augmentation des salaires actuels, Roy aborde l'attitude à observer devant l'offre de collaboration allemande. Il l'accepte, après avoir fait justement observer que, contrairement aux prévisions des bellicistes, le mouvement syndical n'a pas été détruit par l'occupant. — Il n'y a pas de miracle à attendre, mais une nécessaire collaboration franco-allemande.

Aimé Roy et Raymond Froideval

Aimé Roy, ex-secrétaire de la C.G.T., retiré de la vie publique depuis une quinzaine d'années, sera la révélation de cette journée.

— Le syndicalisme continue, dit-il, puisque les mêmes raisons qui nécessiteront son existence subsistent.

L'orateur fait le bilan de la politique de Vichy. « Le message d'octobre du maréchal nous avait donné de l'espoir », mais il était trop hardi, et son entourage le lui fit sentir par ses actes dirigés d'avantage contre les libertés ouvrières que contre les trusts.

En une phrase heureuse, il résume ce qui doit être une politique vraiment sociale : « La part du travailleur dans le revenu national doit correspondre à ses besoins d'existence comme aux possibilités de la production. »

Abordant résolument la question d'un rapprochement franco-allemand, Roy se fait longuement applaudir en souhaitant que les masses syndicales ne soient ni « anglophiles » ni « anglophobes », mais déjà européennes.

Il rappelle les efforts faits au lendemain de l'autre guerre, par les syndicats, pour estimer à sa valeur un grand peuple de 65 millions d'habitants. Et maintenant ?

— Ceux qui nous ont prêché la collaboration avec l'U.R.S.S. se reconnaissent-ils le droit de nous interdire la collaboration avec l'Allemagne ?

« Non ! Quel que soit l'aboutissement de cette guerre, le rapprochement de nos deux peuples est désormais dans l'Histoire. »

Raymond Froideval, secrétaire des Coopératives de production, marque son accord avec Aimé Roy. Puis, il fait le procès d'une période néfaste pour le syndicalisme : celle de 1936 à 1938.

Aujourd'hui, la révolution nationale dont on parle tant doit d'abord se concevoir sur le plan social. L'orateur énumère alors les points à régier : rapports entre salariés et employeurs, actionnariat ouvrier, commandite, coopération, apprentissage, retraite des vieux, habitations, protection de l'enfance, accidents du travail, assurances sociales, etc...

Froideval se plait à reconnaître un courant de bonne volonté qui se manifeste dans le patronat, notamment chez les jeunes patrons. — Il faut oublier le Sedan ouvrier du 30 novembre 1938, comme le patronat doit oublier son Waterloo de juin 1936 à l'hôtel Matignon.

Georges Dumoulin

Et voici le secrétaire de l'Union des Syndicats du Nord. Tout ayant été dit, il ne lui reste plus qu'à conclure. C'est ce qu'il fait remarquer avec son ironie coutumière, et dans un langage qui débride l'auditoire.

Pour Dumoulin, ce n'est pas tellement le capitalisme qui a perdu la bataille, que la classe bourgeoise qui en tirait profit.

— Quant à nous, les syndicalistes, ajouta-t-il finement, nous n'avons pas été battus puisque nous voulions la paix...

L'orateur malmène la défunte S.D.N., puis évoque tour à tour sa faillite, Munich, la guerre. Une belle charge en passant sur la ligne Maginot « imprenable » et derrière laquelle on passait son temps à jouer aux cartes.

Arrivant à la collaboration avec l'Allemagne, Dumoulin conseille de ne pas brusquer le sentiment populaire. Le peuple souffre, il faut savoir le comprendre et l'amener sans violence à une compréhension plus juste de ses intérêts.

— Certes, nous pensons comme Proudhon que la ligne du Rhin est une ligne artificielle. Pour moi, est une ligne artificielle.

Il s'agit d'échanges économiques, questions élémentaires qui ne souffrent pas de discussion. Et pourtant, les grands juristes ont échoué jusqu'ici. Ce qu'ils n'ont pas su faire, il faut le tenter.

En terminant, l'orateur rappelle que le syndicalisme qui sut se dresser contre la guerre idéologique tentée contre l'U.R.S.S., doit se refuser à combattre l'idéologie du peuple allemand.

La liste des orateurs est close. Durant quatre heures, un auditoire dense a écouté, applaudi parfois même interrompu les discours. Le président lui soumet un ordre du jour qui invite les représentants syndicaux à poursuivre la réorganisation des syndicats, réclame la libération immédiate des pacifistes et des militants emprisonnés ou internés, s'élève contre la répression exercée par le gouvernement contre les syndicalistes, s'affirme décidé à réaliser, sur un plan constructif, la révolution nationale et la collaboration franco-allemande.

Adopté à l'unanimité.

André JUIN.

4 473875

der Verband der Pariser Journalisten...
sowie für Angehörige der deutschen Gesellschaft und der Prop. A...
stessen, veranstaltet, auf dem Jean Luchaire (der Leiter des...
verbundes) Generalkonsul Schleier, de Brinon und Scapini Ans...
halten.

**AU BANQUET OFFERT PAR LE GROUPEMENT CORPORATIF
DE LA PRESSE PARISIENNE AUX RÉDACTEURS ÉTRANGERS**

**“ Nous, journalistes
parisiens, engageons
notre nom, notre honneur
et peut-être notre vie... ”**

a déclaré M. JEAN LUCHAIRE



M. Fernand de Brinon, représentant à Paris le maréchal Pétain, chef de l'Etat français, revient sur le passé et évoque la lutte longue, courageuse et ardente soutenue par lui pour la cause du rapprochement franco-allemand. A ses côtés, M. Jean Luchaire l'écoute avec une grave attention.

**IMPORTANTES
allocutions de MM.
Fernand de BRINON
Georges SCAPINI
et du consul général
SCHLEIER**

**LIRE EN 3^e PAGE
L'ESSENTIEL DES DISCOURS
PRONONCÉS
AU COURS DE LA SOIRÉE**



(Ph. Burlet. Cf. « Aujourd'hui ».)
M. Georges Scapini, dans le nouvel uniforme des ambassadeurs de France, demande que la place des prisonniers soit réservée.



LE BANQUET du groupement corporatif de la Presse de Paris

(Suite de la première page)

Pour la première fois depuis l'armistice, les journalistes de Paris ont reçu leurs confrères étrangers dans un restaurant des Champs-Élysées. Et ce dîner était la première manifestation publique du groupement corporatif de la presse quotidienne de la capitale qui vient d'être formé par les directeurs, les rédacteurs et le personnel des entreprises de presse, sous la présidence de M. Jean Luchaire.

MM. Fernand de Brinon, ambassadeur de France, délégué général du gouvernement dans la zone occupée ; Georges Scapini, ambassadeur de France chargé des prisonniers ; Magny, préfet de la Seine ; Achenbach, conseiller à l'ambassade d'Allemagne ; Schleier, consul général d'Allemagne, représentant spécial de M. Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris ; Von Brodth, comte Podewils, M. le docteur Eich ; Whitcomb, vice-président de la presse étrangère à Paris ; Cheberry, directeur du cabinet du préfet de police ; Jacques Simon, directeur des renseignements généraux, avaient bien voulu honorer les journalistes étrangers et parisiens de leur présence.

Nos confrères allemands, américains du Nord et du Sud, danois, espagnols, grecs, hongrois, italiens et japonais, ont eu l'occasion, pendant et après le repas, de nouer ou de renouer connaissance avec les journalistes parisiens.

Ces hommes, venus de lointaines capitales, correspondants ou envoyés spéciaux des plus grands journaux du monde, ont la même préoccupation que les journalistes de Paris : rassembler des informations exactes pour renseigner aussi vite et aussi complètement que possible des lecteurs qui n'ont jamais été plus avides de nouvelles.

« Aujourd'hui » était représenté à ce banquet par son directeur politique Georges Suarez, son rédacteur en chef Robert Ferrier et son secrétaire général Raymond Daroles.

Au dessert, M. Jean Luchaire a pris le premier la parole pour saluer les invités de la presse de Paris.

Puis, le président du jeune groupement corporatif a tenu à définir sa conception du journalisme dans Paris occupé. Il l'a fait en termes d'une courageuse éloquence.

Messieurs, voici ce qui lie, avec cette solidarité professionnelle qui dépasse aisément les limites des frontières politiques, les journalistes parisiens que nous sommes. Oui, nos journaux sont multiples et divers. Oui, ils reflètent des opinions souvent différentes. Oui, ils abritent ou expriment des tempéraments parfois opposés, des talents de toutes sortes. Mais journaux et journalistes sont profondément, indissolublement unis par leur commun amour de la France, qu'ils entendent servir passionnément à

travers vents et marées. Si cet amour n'inspirait pas nos intelligences et nos plumes, comment oserions-nous écrire ou imprimer une ligne...

**Nous engageons notre nom,
notre honneur
et peut-être notre vie**

Nous ne sommes pas de ceux qui, demain, si les prévisions les plus soigneusement établies se trouvaient être infirmées par les événements, viendraient dire : « Ce n'est pas notre faute ! Nous avons travaillé sous la contrainte. Nous avons écrit par ordre ou par crainte. Si nous avions été libres, nous aurions exprimé autre chose ! » Non, messieurs. Ceux d'entre nous qui informent le font avec un maximum d'objectivité patriotique.

Mais pouvons-nous nous tromper lorsque nous sommes unanimes, par exemple, à souhaiter l'avènement aussi proche que possible d'une collaboration franco-allemande, sans laquelle notre pays n'aura pas une place digne de lui dans une Europe rassemblée, et sans laquelle le pain de demain apparaitra fatalement précaire ? Pouvons-nous nous tromper lorsque nous indiquons à nos concitoyens le chemin qui conduit à cette collaboration et lorsque nous reculons devant les voies qui nous en détournent ? Pouvons-nous nous tromper lorsque nous nous efforçons de refaire l'éducation politique d'un public qui, après avoir tant de fois été dupé, possède quelque raison d'être rétif ou sceptique ? Je ne le crois pas, nous ne le croyons pas. Et nous sommes décidés à poursuivre notre tâche, sans que rien puisse nous en écarter, en bons serviteurs d'un idéal qui exige de chacun, aujourd'hui plus que jamais, le maximum de lucidité, le maximum d'abnégation et, fosse le dire, le maximum de courage moral.

**M. Schleier remercie
la presse de Paris**

Puis M. Schleier, consul général d'Allemagne, représentant spécial de M. Otto Abetz, grippé, remercie M. Luchaire.

L'orateur poursuit :
Messieurs, la presse est l'instrument le plus grand et le plus important de la formation de la volonté politique et de l'opinion politique des peuples...

C'est un fait, et je m'exprime aujourd'hui en toute franchise, dans ce milieu, qu'une grande partie de la presse des pays adversaires de l'Allemagne n'a pas rempli avant la guerre ces devoirs fondamentaux de la presse. C'est un fait que la large masse des peuples a souhaité que les différents problèmes politiques à résoudre puissent trouver une solution pacifique. Ce que les journaux étrangers ont rapporté au sujet de l'Allemagne nationale-socialiste et d'Adolf Hitler ne correspondait pas à la manière de penser, de sentir, d'agir et de vouloir du peuple allemand et du Führer.

Différents peuples ont dû payer chèrement ce manquement de la presse.

M. Fernand de Brinon

L'ambassadeur délégué du gouvernement dans les territoires occupés joint la familiarité dans le

ton du journaliste et la mesure du diplomate :

Vous concevez donc que je sente ce soir parmi vous un peu d'émotion. C'est, en effet, la première fois que je parle devant des Français et des Allemands depuis le Congrès franco-allemand de Baden-Baden au printemps de 1933. Au moment de clôturer ces travaux, je disais, à peu près, à nos amis d'Allemagne : « Chaque fois que je vous quitte, je me demande comment nous nous retrouverons. C'est notre condition humaine de ne pouvoir lever les voiles qui s'étendent sur l'avenir, de mêler aux joies présentes des inquiétudes inactuelles et de poursuivre la chimère d'une vaine sécurité. Mais je suis certain que quel que soit le lieu de la nouvelle rencontre, quelles qu'en soient les conditions, notre vieille estime sera toujours si vivante qu'elle finira par enfanter, pour la France et pour l'Allemagne, l'équilibre, la collaboration et l'amitié dans une Europe paisible et ordonnée. » Je forme les mêmes vœux aujourd'hui en les plaçant comme alors sous le signe de festins réciproques. Il s'y ajoute seulement beaucoup de mélancolie.

**Formez vos jugements
avec gravité**

Et, dans cet esprit, je me tourne vers mes confrères étrangers et français pour leur dire : Votre pouvoir est grand. Vos responsabilités sont immenses. Dans cette époque où une civilisation disparaît pour faire place à un monde nouveau considéré objectivement les événements et les hommes et formez vos jugements avec gravité. Nous avons trop souffert des incompréhensions et des arrêts somnambules. Certes, si attachés que nous fussons à la liberté d'opinion, nous étions quelques-uns prêts à faire le sacrifice de la licence d'imprimer et de répandre n'importe quel. Mais vous n'étiez point les maîtres. Il vous arrivait même d'être les instruments innocents de puissances de mensonge...

Il convient, dans l'épreuve, de réfléchir sur le passé. C'est la condition d'un meilleur avenir. On fait la guerre pour défendre sa communauté nationale, pour la protéger, pour obtenir ce qui lui est indispensable. On ne la fait pas pour des mots sur le sens desquels presque un chacun peut donner une définition différente. Telle est la signification et douloureuse leçon que notre pays offre au monde. Espérons qu'elle sera comprise de tous et même au delà de notre continent.

**M. Whitcomb parle du rôle
des journalistes étrangers
de Paris**

En quelques phrases spirituelles dans un excellent français, M. Whitcomb vice-président de la presse étrangère, déclare que c'est d'abord par les journaux de Paris que le monde sait ce qui se passe sur les bords de la Seine depuis l'armistice.

**L'ambassadeur
des prisonniers**

M. Georges Scapini prend la parole le dernier. C'est avec une émotion profonde que l'assistance va l'entendre parler des prisonniers. Son visage aveugle, son regard, sont pathétiques.

Il n'est pas possible de séparer le problème des prisonniers de guerre de celui de la politique générale. Il soulève toutes les difficultés matérielles, morales, physiques, sanitaires, militaires, politiques, techniques, en un mot, toutes la complexité des questions multiples qui se posent à propos d'une migration de peuple et qui dépassent largement les limites d'une simple affaire de prisonniers de guerre.

Les autorités militaires allemandes régissent ces difficultés humaines dans le cadre des possibilités. Je dois remercier M. l'ambassadeur Abetz et M. le consul général Schleier de leur appui généreux.

Le chancelier Hitler n'est pas resté indifférent à la souffrance qu'engendrait pour nos camarades la dure loi de la guerre.

Messieurs de la presse, je fais encore appel à vous. N'oubliez jamais que nos prisonniers paient cruellement les fautes de ceux à qui, pendant ces vingt dernières années, furent confiés les destins de la France.

Pensez toujours et répétez souvent que rien de durable ne peut être conçu ni réalisé sans qu'une large place soit réservée aux prisonniers qui reviendront un jour.

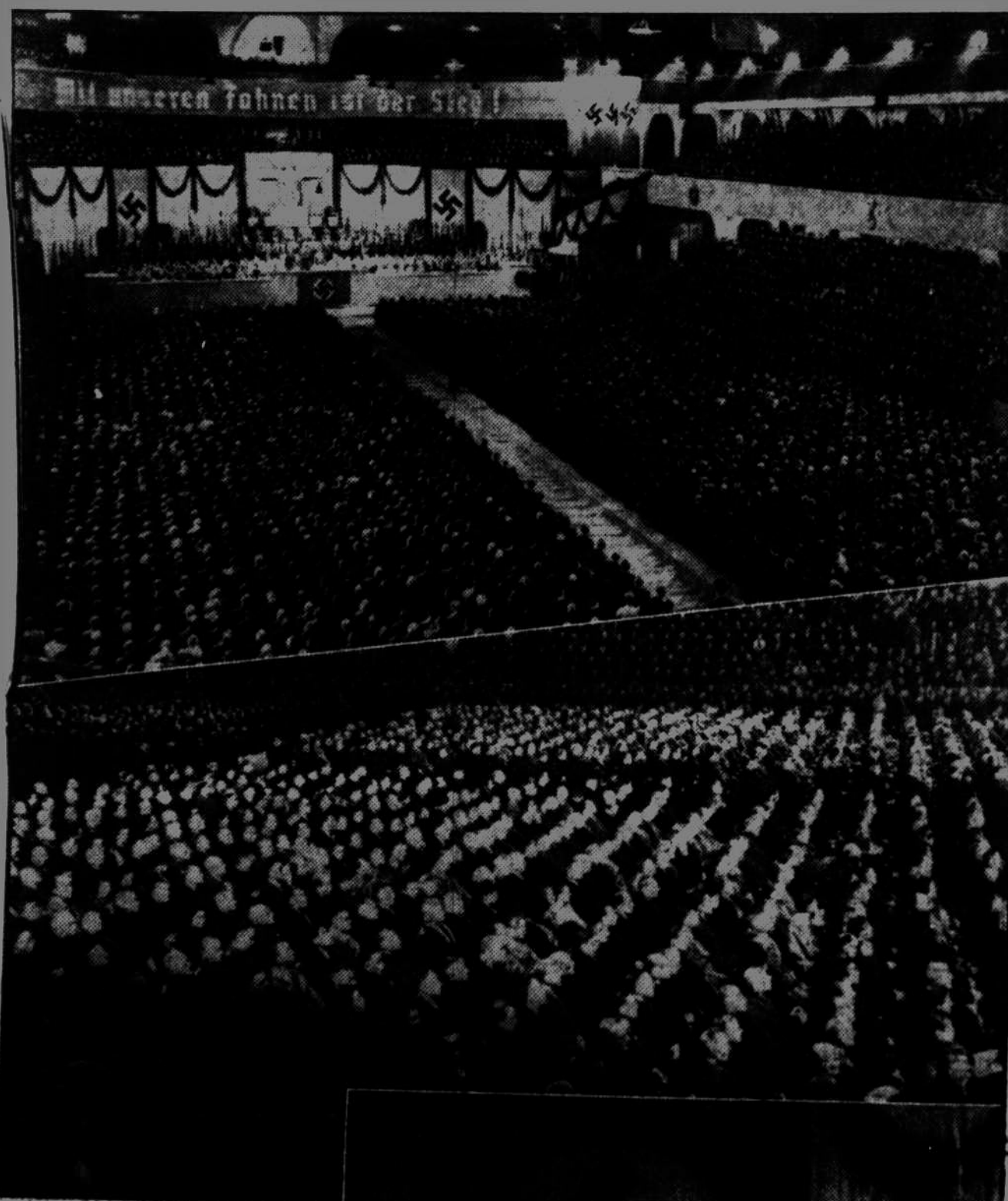
5
Aus "Le Petit Parisien"
Nr. 23.542 vom 4. Februar 1941

Zur Führer-Rede am 30. Januar 1941.

Die heutigen Blätter bringen Bilder von der Rede des Führers im Sportpalast.

LE DISCOURS DU FUHRER DU REICH

au Palais des sports de Berlin

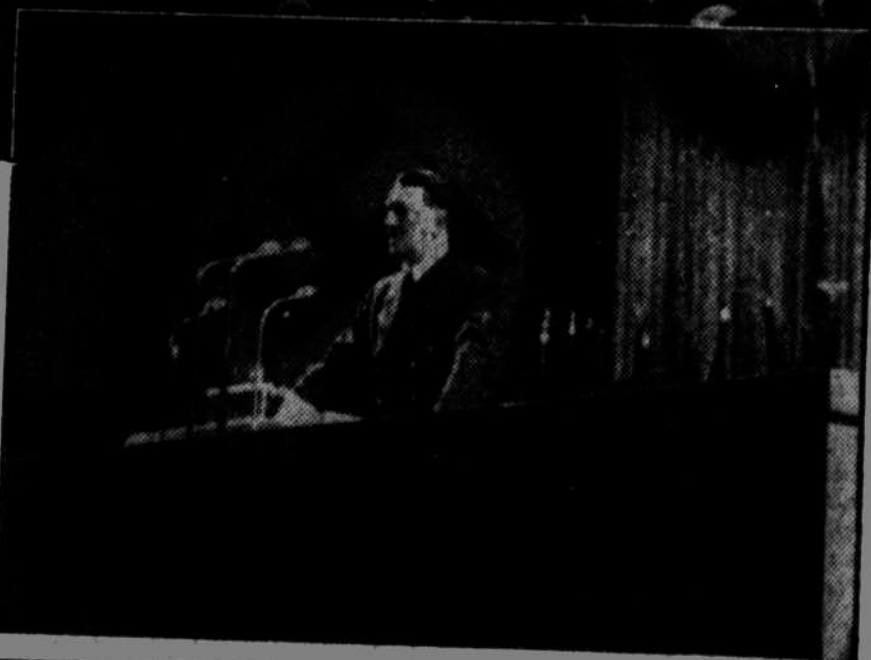


30 JANVIER 1941

Huitième anniversaire de la
prise de pouvoir du national
socialisme

Le peuple berlinois, en tenue
de travail, s'est assemblé
pour écouter le discours du
Führer qui a rappelé les buts
de guerre du Reich et exposé
aussi ce que sont ses buts de
paix

(Photos N. O. R. A. et A. B. G.)



Aus "Les Nouveaux Temps"
Nr. 95 vom 3. Februar 1941

6

Deutsche Hilfsmaßnahmen.

Die Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Transportwesens.

Über dieses Thema sprach KVR Dr. Westerhaus vor der Pariser Pressekonferenz.

Am Tage des Waffenstillstands waren in Frankreich 200 Km Eisenbahnlinien, 1.500km Straßen, 100.000 qbm Häuser, 500 Brücken, 28 Tunnels und 40.000 Signaleinrichtungen beschädigt, zerstört oder unbrauchbar. 1.100 Brücken und Schleusen an Flüssen und Kanälen waren zerstört.

Sämtliche Schäden wurden repariert. Darüberhinaus wurde das Transportwesen überwacht und organisiert. Dadurch konnten lebenswichtige Rohstoffe und Nahrungsmittel herangeschafft werden und franz. Waren wurden nach Deutschland geschickt.

**« La collaboration franco-allemande
en matière de transports
a permis un redressement rapide »
a dit le Dr. Westerhaus**

Le docteur Westerhaus a fait, devant la presse, un exposé sur la question des transports en France.

— Pour les chemins de fer, a-t-il rappelé, il y avait, au lendemain de l'armistice, 200 kilomètres de voies démolies, 1.300 kilomètres de voies abîmées, 100.000 mètres cubes d'immeubles détruits, 40.000 signaux plus ou moins détériorés, 500 ponts et 28 tunnels sautés.

— Pour les voies navigables, 3.300 kilomètres étaient obstrués par 1.100 ponts ou écluses démolis. 1.200 kilomètres étaient complètement inutilisables.

— On a, entrepris immédiatement les réparations qui s'imposaient.

— Ensuite, l'autorité occupante a créé un service central, soumis à l'autorité du docteur Michel, qui organise, contrôle les transports, décide des priorités à accorder à certaines marchandises, répartit, entre le rail et les canaux, les importances respectives de trafic.

— Les résultats obtenus avec l'étroite collaboration des autorités françaises ont été satisfaisants, et d'importantes quantités de produits de première nécessité, comme les pommes de terre et les engrais, ont pu être acheminés sur les lieux de consommation.

— Par contre, des marchandises françaises ont pu être envoyées en Allemagne, en conformité des accords économiques signés.

— Ainsi la concentration, dans une seule main, a permis de réorganiser les transports dans un minimum de temps.

Zur deutsch-franz. Krise.

Die Besprechungen von Admiral Darlan mit Laval in Paris und die sich anschließende Unterredung des deutschen Botschafters mit dem Admiral werden in den Zeitungen in Bild und Text groß herausgestellt.

L'UNITE NATIONALE

pour la collaboration européenne

L'AMIRAL DARLAN a conversé hier à Paris avec M. Pierre Laval

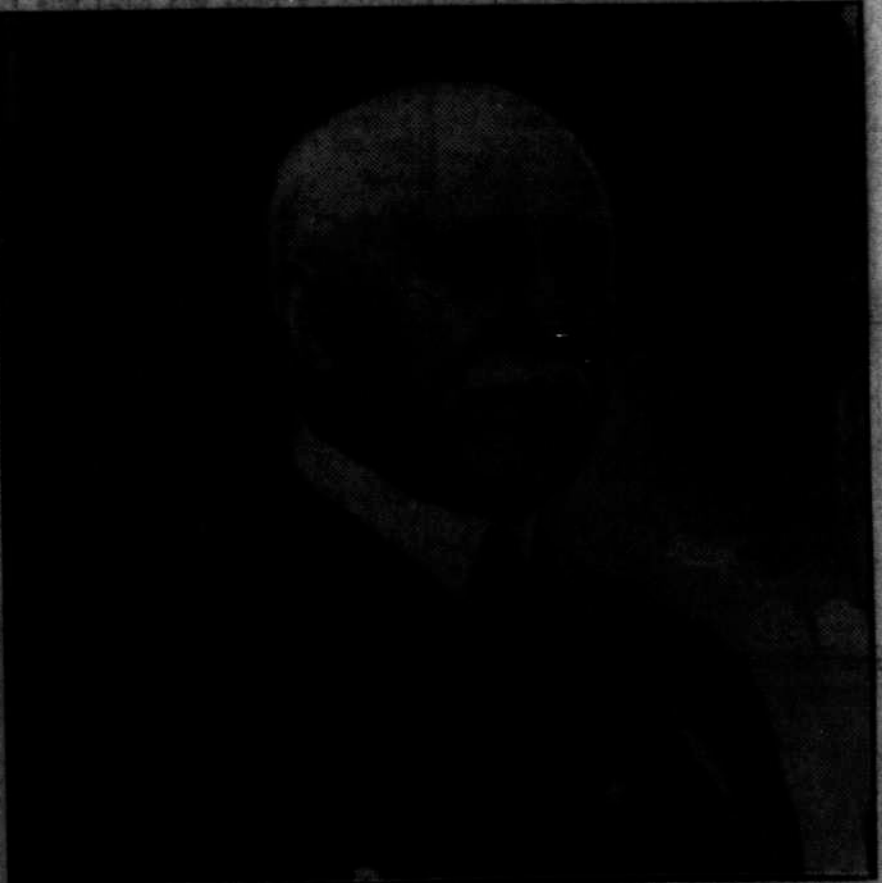
La délégation française du gouvernement dans les territoires occupés communique :

« L'amiral de la flotte Darlan, arrivé de Vichy hier dans la matinée, a eu à l'hôtel Matignon, en présence de M. Fernand de Brinon, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés, une longue conversation avec M. Pierre Laval, conversation qui a porté sur la politique générale de la France. » ○○○

L'A. F. L. P. communique :

A cette note officielle, nous croyons pouvoir ajouter que l'amiral Darlan a rencontré hier soir S. Exc. M. Abetz, ambassadeur d'Allemagne, après avoir dîné avec M. de Brinon. On s'attend à des événements importants vers le milieu de la semaine. Il semble qu'une impression de détente puisse être actuellement enregistrée.

L'amiral Darlan repartira aujourd'hui pour Vichy dans la fin de la matinée. Son arrivée à Paris avait été retardée de plusieurs heures par la neige, qui était tombée en abondance tout le long du parcours et rendait difficile la marche des trains.



Le maréchal Pétain

(Photos archives.)



L'amiral Darlan



M. Pierre Laval

Aus "Le Matin"

Nr. 20.764 vom 2. Februar 1941

"Das franz. Drama."

lautete der Vortrag von A. de Châteaubriant. CH. ging in einem sehr stark besuchten Auditorium auf die Ursachen der Niederlage ein und forderte eine endgültige klare Stellungnahme der Franzosen zu Deutschland. Die Ereignisse des 13. Dezember hätten das Vertrauen des Führers zu Frankreich erschüttert. Frankreich brauche für die Collaboration eine völlig neue Regierung junger Männer mit neuen Ideen. Die öffentliche Meinung beschuldigt der Redner die einzigen Bemühungen des deutschen Botschafters nicht verstanden zu haben. CH. brach für Laval eine Lanze. Man werde bald eine neue junge französische Mannschaft sehen, die sich um den großen Soldaten schare.

Le drame français

« SOMMES-NOUS AU DERNIER ACTE ? » DEMANDE M. DE CHATEAUBRIANT.

Lorsque M. A. de Châteaubriant, hier après-midi, face à l'immense salle du Palais de Chaillot, dont chaque fauteuil était garni, eut demandé à ses auditeurs la « liberté de dire tout ce qu'il pensait », il parut avoir un doute. Était-il possible qu'un aussi nombreux public fût pour la collaboration ? Eh oui ! Il l'était ! Et on l'entendit bien au tonnerre d'applaudissement qui emporta sa remarque contre la timide réplique des « autres » peu nombreux, au reste, qui ne demandaient peut-être qu'à être convaincus.

Dans une arabesque dont certains motifs se détachaient, illuminés de clarté, M. A. de Châteaubriant refit l'historique du « drame français ».

— La France a été vaincue, dit-il, « été vaincue par l'incapacité de ses politiciens qui n'avaient rien prévu. Or, la postérité politique, hélas ! n'est pas morte.

Il faut prendre position

Puis, énergiquement :

— Il faut prendre position. Dans l'esprit du vainqueur, nous sommes revenus aux conceptions de juin. Les événements du 13 décembre ont ébranlé la confiance du chancelier Hitler. D'atavisme en atavisme, on laisse la patience. La seule chance qui nous reste, c'est de manifester un esprit de collaboration hardi. Il nous faut, au gouvernement, une équipe collaborationniste à fond, à idées neuves et non ces hommes de Vichy à l'ancien esprit.

Et, dans ce qu'il appelle un « drame en plusieurs actes », M. de Châteaubriant ne manque pas d'accuser l'opinion publique, qui n'a pas su voir clair. Elle n'a pas su, cette opinion, comprendre les laborieux efforts d'un ambassadeur, M. Otto Abetz, partisan de longue date d'une collaboration entre la France et l'Allemagne.

(Suite page 3 col.)

LE DRAME FRANÇAIS

Suite de notre compte rendu de première page

Elle n'a pas su appuyer le maréchal Pétain, M. Pierre Laval, M. de Brinon qui, en six mois, avaient à force de prodiges réussi à faire grandir un arbre qui allait porter ses fruits.

La dernière visite qu'il fit au Maréchal, qu'en une émouvante image, applaudie à tout rompre, il compare à M. de Turenne, M. de Châteaubriant nous la conte en toute simplicité, comme elle dut être.

— Vous êtes pessimiste, mais j'aime mieux ça, lui dit le grand soldat. Car vos impressions, vos craintes sont pour moi matière à réflexion.

Que nous faut-il maintenant ? Ce qu'il a fallu à d'autres pays du monde pour se revivifier : l'homme nouveau, le héros, le chef qui n'agit pas pour ramener tout à lui : fortune et jouissance, mais au contraire pour se dévouer, pour faire le don de soi-même à ses frères.

La vraie collaboration

— Quand on parle de collaboration, reprend l'orateur, on pense toujours à la France et à l'Allemagne. Mais la vraie collaboration est plus vaste que cela ! Veut-on comprendre que dans la cristallisation qui se fait actuellement en Europe tous les pays sont complémentaires ?

Et alors ? Quel rôle tiendra la France dans le continent futur ?

— Un grand rôle. Par sa position géographique, ouverte sur trois mers, à l'avancée d'un continent qui comprend l'Asie, la Russie et l'Europe, elle en est le bastion.

Et M. de Châteaubriant nous prédit alors, en cinq ans, plus de progrès qu'en cent années de capitalisme.

Des événements se préparent...

Avant de clore cette magistrale conférence, écoutée avec une attention religieuse que coupèrent çà et là de frénétiques applaudissements, l'orateur ajouta :

— Il m'est permis à la minute présente, de vous dire ceci : en ce moment, un léger espoir se fait jour. On travaille là-bas. Des événements se préparent. On va assister très bientôt à l'apparition de l'équipe dont je vous parlais tout à l'heure, d'une équipe hardie, composée d'hommes nouveaux groupés autour du grand soldat auquel nous pensons tous.

Die Demarkation des matériaux capetiens et du bois

Marcel Déat schreibt über die Moralische Demarkation Vichy ver-
schiedenartig, er sagt die Trennung der beiden Frankreichs. Letzten Endes
sei sie aber keine chinesische Mauer. Sie könne viel leichter überbrückt
werden, wenn Vichy eine andere Politik getrieben hätte. Wenn die Demarka-
tionalinie morgen eine wirkliche Grenzlinie wird, wird sie als Hindernis ver-
sehen, wenn der Norden und Süden getrennt werden so hat man das Vichy zu
verdanken.

Auf der einen Seite steht die mehr oder weniger direkt von England ge-
bundene Regierung der anderen die Volkskräfte, die sich steigende
Wille nach einer wahrhaften Revolution, in einer zunehmenden Zusammenar-
beit mit Deutschland, das jeden Tag mehr seine europäische Aufgabe und
seinen Willen zum Wiederaufbau beweist. Diese Trennung schließt aber
nicht aus, dass es in Paris noch eine wirkliche Linie der Loire
gibt, die die beiden Zonen trennt.

Die beiden Teile sind auch in wirtschaftlicher und sozialer Hinsicht ver-
schieden: Das besetzte Gebiet ist größer, reicher und bevölkerter.
Das besetzte Gebiet ist näher Deutschland näher und kennt es besser,
während das andere Frankreich es nicht kennt.

Heute müsse das eine Frankreich über das andere stehen und die Einigung
beider Teile hänge von Paris ab. Die Neubildung der Regierung ab. Dann
wird die Demarkation aufhören.

Démarcation morale

par MARCEL DÉAT

UN des crimes de Vichy, c'est d'accentuer chaque
jour la coupure entre les deux Frances, c'est de
faire de la ligne de démarcation une réalité psycho-
logique, morale et politique. Bien sûr, la ligne existe, elle est un
des résultats de la guerre, elle est née de l'armistice. Et on ap-
prendra peut-être avec étonnement qu'elle fut sollicitée avec in-
sistance du côté français, bien plus qu'imposée du côté allemand.
Cette ligne n'a rien de théorique et d'idéal, nous le savons, et
elle constitue un obstacle permanent aux communications maté-
rielles entre les deux zones.

Mais enfin ce n'est pas une muraille de Chine, ni une cloi-
son étanche. Et sans doute se révélerait-elle aujourd'hui facile-
ment franchissable aux personnes et aux marchandises, si le gou-
vernement de Vichy avait fait une autre politique. Si demain la
ligne devient une véritable frontière, si elle se hérise de barbe-
lés, si la rupture est consommée entre le Nord et le Sud, on le
devra aux comploteurs délinquants de la cité thermale, qui ont
l'audace chaque jour plus insoutenable de prétendre parler au
nom de la Nation.

C'est une étrange histoire : depuis six mois cette coupure
de hasard devient une ligne de partage des eaux politiques. D'un
côté la réaction, plus ou moins directement liée à l'Angleterre,
plus ou moins consciemment attirée par la trahison. De l'autre
côté les forces populaires, la volonté croissante d'une révolution
profonde et sincère, en collaboration de, plus en plus confiante
avec une Allemagne qui affirme avec une netteté grandissante
sa volonté européenne et sa volonté de reconstruction.

J'atteste bien que cela est schématique, qu'il y a des an-
glophiles à Paris, et qu'au sud de la Loire il y a des collabora-
tionnistes. Mais la distinction est réelle, pour diverses raisons fa-
ciles à discerner. La plus frappante est que les deux parties de
la France sont inégales en surface, en volume, en poids social.
La zone occupée est de beaucoup la plus riche, la plus peuplée,
la plus étendue. Celle où les masses souffrent sont les plus den-
ses, celle où se trouve Paris, qui, à lui seul, équilibrerait presque
l'ensemble du pays. C'est aussi de ce côté que sont les régions
agricoles les plus industrialisées, donc les plus pénalisées par les
grands courants d'acier. Et tout naturellement cette zone occu-
pée, qui était plus proche de la mer avant la guerre, le connaît
aujourd'hui plus que jamais.

LE PROJET RÉVÉLATEUR DE M. WILKIE

ON se doutait que M. Roosevelt, promoteur du projet d'aide accrue à l'Angleterre, devait se faire assez peu d'illusions sur la capacité britan-



M. Wilkie

(Photos archives.)

nique de paiement en or des commandes multiples passées par Londres en Amérique.

On savait aussi que la Grande-Bretagne était parvenue à l'heure la plus critique de son histoire.

Et cependant les déclarations que vient de faire aux journalistes anglais M. Wilkie avant de regagner les U. S. A. répandent à la vérité une lumière plus froide et plus dramatique encore sur les réalités de cette situation.

Le voyageur américain n'a-t-il pas en effet prononcé qu'à son retour chez lui il allait proposer un changement radical dans les relations entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et son Empire?

Claude JEANTET.

Suite page 3, col. 1

Aus "Le Petit Parisien"

Nr. 23.342 vom 4. Februar 1941

AA

England und Amerika.

Einige Pariser Zeitungen beschäftigen sich mit den Erklärungen Wilkie's vor den Londoner Journalisten. Seine Äußerung, daß das englisch-amerikanische Verhältnis eine radikale Änderung erfahren wird, findet stärkste Beachtung. Die Blätter erinnern daran, daß Churchill seinerzeit im Augenblick der französischen Niederlage Reynaud und Mandel einen ähnlichen Vorschlag machte, d. h. die Vereinigung Frankreichs und seines Kolonialreiches mit Großbritannien vorschlug. So wie dies das Ende Frankreichs bedeutet hätte, könnte der amerikanische Vorschlag an England das Ende Englands bedeuten, auf jeden Fall aber seien die U. S. A. der Nutznießer.

Le projet révélateur de M. Wilkie

Suite de la première page

Ce changement — ou plutôt ce projet, — comporterait: l'union des U. S. A. et de l'Empire britannique sur le plan social comme sur le plan économique; l'abolition de toute barrière entre les deux Etats; le droit de citoyenneté à tout porteur de passeport américain dans l'Empire britannique et à tout porteur de passeport britannique aux Etats-Unis; la fixation permanente d'une parité de change entre le dollar, la livre et les monnaies de l'Empire anglais.

Pour bien comprendre la signification des propos de M. Wilkie, rapprochons-les des assurances et des gages déjà retenus par M. Roosevelt sur les possessions ou les biens de l'Angleterre et de son empire.

Il n'y a pas en effet que les avoirs et les crédits britanniques aux Etats-Unis... Il n'y a pas que la liquidation, au profit de l'Amérique, des participations anglaises dans les grandes affaires de pétrole et autres matières premières. Il y a aussi d'ores et déjà l'établissement de bases américaines dans les dépendances britanniques qui constituent, en avant

du golfe du Mexique, un immense arc de cercle insulaire allant de la Floride à la Guyane et à la partie septentrionale de l'Amérique du Sud, sans compter Terre-Neuve, avant-port du Canada. Il y a de plus l'amorce d'une tutelle des U. S. A. sur le Canada lui-même. Il y a enfin l'engagement contracté à huis clos par l'Angleterre de ne livrer ni saborder sa flotte lorsque l'heure fatale serait venue, mais de lui faire rejoindre les eaux américaines...

Souvenons-nous d'autre part qu'au moment de notre défaite M. Churchill proposa, au nom de l'Angleterre, à MM. Reynaud et Mandel, qui semblaient favorables, la réunion de la France et de son empire à la Grande-Bretagne. C'eût été l'absorption pure et simple de notre pays.

Il s'agit cette fois-ci, entre les Etats-Unis et l'Angleterre, d'un projet analogue, mais renversé... au détriment de la Grande-Bretagne et au profit des U. S. A.

Cette étrange affaire indique en tout cas qu'on envisage dans les cercles dirigeants anglo-saxons « un repli » de l'Angleterre, le cas échéant, en zone américaine.

C. J.